

*(Lire la suite page 8.)*



par SALAH-EDDINE TLATLI (\*)

Tout d'abord un premier point à tirer au clair. Lorsque Mme Weiss nous assure que ces assassins en puissance de la civilisation de l'Europe doivent leur fortune à celle-ci, il s'agit de bien s'entendre là-dessus. Les techniciens du monde occidental ne sont assurément pour rien dans la présence des gisements d'or noir là où ils se trouvent, en Arabie Saoudite, en Libye, en Algérie ou ailleurs. Tout le monde

une telle question plus de vingt ans après la fin quasi générale de l'ère coloniale dans le monde. Il ne s'agit en fait plus d'une simple question théorique, mais d'une prise de position concrète qui s'est affichée dans sa cynique nudité, puisque la plus grande misère du monde s

production d'hydrocarbures? Pour eux, il s'agit de ménager l'avenir et de préserver leurs réserves. Tandis que, lorsque « les fils du désert » envisagent d'en faire autant, on crie au meurtre, à l'assassinat : « Ils veulent tuer

En définitive, et tous les esprits réalistes le savent parfaitement, l'intérêt bien compris de la Communauté européenne passe nécessairement par une coopéra-

Quatre remarques s'imposent :

- 1) D'ici à l'an 2000, les énergies nouvelles ne pourront prendre la

leurs fortes réserves de pétrole (37 milliards de tonnes sur 90 milliards prouvés), de leur forte capacité de production (0,8 milliard de tonnes par an sur 2,9 milliards) et de leur

économique normale car la population de ces Etats est insuffisante pour les absorber. Ceci implique soit qu'ils réduisent leur production, soit qu'ils utilisent cet excédent pour intervenir dans les circuits économiques mondiaux.

L'énergie est donc devenue un problème politique majeur. S'il continue à évoluer dans le sens actuel et sans réel contrôle ni volonté internationale, il peut conduire à une troisième

Il peut conduire à une troisième guerre mondiale. Celle-ci serait forcément nucléaire. En effet, compte tenu de la nécessité des approvisionnements américains (les Etats-Unis importent 40 % de leur pétrole), européens et japonais, cette hypothèse n'a rien d'utopique ou de pessimiste. La situation deviendra réellement critique si rien n'est fait vers les années 1985-1990.

(\*) Professeur à l'université de Nancy. Auteur de *Energie : le défi*.

# Un voyage vers l'Asie

par JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

à Paris — autoritairement — quand la guerre, contre les Syriens cette fois, s'est rallumée en octobre 1978. On craignait pour sa vie de « combattant phalangiste », bien sûr, mais on s'alarmait aussi dans

due, les raïas de Goutcha, fond sonore permanent, tout cela a créé au fil des années une inimaginable habitude : celle de la plus totale précarité. La guerre devenue genre

... pendant les dernières semaines passées en France. Abdo, en tout cas, ne pensait qu'à ces 8 kilomètres de bitume. Comment résister à l'envie de les parcourir avec lui ?

Certes, on peut sourire aujourd'hui de ces familles chrétiennes cramponnées à

Abdo a préparé un projecteur pour montrer ses films amateurs. Ce sont, exclusivement, ceux qu'il a tournés en faisant la guerre dans la montagne. Rafales de mitrailleuse, cour-

Parmi les familles occupées à leur pique-nique, personne n'a sursauté.

(A suivre.)

(Voir le Monde depuis le 3 août.)

1



## Des chiffres ambigus

## Une aide importante est accordée à cinq États d'Afrique noire



# ASIE

## Afghanistan

# Les tribus contre Marx

## II. — L'«internationalisme prolétarien» sans prolétaires

De notre envoyé spécial JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Au pouvoir depuis avril 1978, le régime soviétique de Kaboul est confronté à une rébellion dont l'action s'est beaucoup développée depuis un mois. Après avoir fait le point sur la situation militaire («le Monde» du 8 août), notre envoyé spécial expose dans quel milieu social et culturel le gouvernement a voulu promouvoir la révolution, il évoque les luttes pour le pouvoir politique et décrit la répression.

Kaboul. — «Vive l'internationalisme prolétarien», lit-on sur de grands panneaux rouges, en russe et en anglais, accrochés à la tour de l'aéroport. Ce n'est pas seulement un égard pour les passagers soviétiques. M. Taraki, chef de l'Etat, a pris la chose à la lettre en déclarant fin juillet : «Les travailleurs du Panjab et du Sind (provinces du Pakistan) ont eu aussi le devoir de défendre notre révolution parce que celle-ci appartient à tous les prolétaires du monde».

Le problème est qu'il faut trouver des prolétaires dans une population à 98 % agricole. Tout n'était pas mauvais dans le programme des révolutionnaires, mais ils ont voulu l'imposer trop vite et trop brutalement à une société qui n'était pas préparée pour cela.

Une des premières mesures fut la réforme agraire, consistant à distribuer, en pleine propriété, un lopin de terre à ceux qui en ont eu jusqu'alors. Il a fallu «suspendre» l'opération en raison de ses résultats désastreux. Sentant venir les choses, les anciens propriétaires n'avaient pas fait faire d'ensemencement l'année dernière. L'usage était, dans un milieu où les rapports sociaux sont fortement personnalisés, qu'ils fournissent à leurs métayers engrais, semences et instruments aratoires. Privés de ces moyens, ceux-ci ne pouvaient fournir un gouvernement auquel manquaient les ressources constituées par l'impôt sur les propriétaires. Les paysans n'ont pas obtenu de bonnes récoltes. L'Inde et l'URSS, vont combler le déficit en céréales. A cela s'ajoute le fait que certains prolétaires ont fait comprendre aux métayers que le régime de Kaboul était fragile et qu'il pourrait y avoir un retour de bâton. Une vive campagne a été menée pour vouloir modifier la condition des femmes. Le «prix de la Honnête» que devait verser à la

famille de celle-ci le candidat au mariage a été considérablement diminué. Non seulement l'enseignement primaire est devenu obligatoire pour les filles, mais les femmes mariées ont été invitées à suivre des cours sociaux. Cela a suscité la colère des chiches de l'Etat, dans le Centre, appelés à la révolte par un clergé aussi réactionnaire que celui d'Iran. Bamian a été le théâtre de véritables expéditions punitives de la part de maris venus «repréhender leur femme» à l'école. Militants habitués du Kaji dans les campagnes, des instituteurs ont été sauvagement assassinés.

L'émancipation des femmes a été présentée comme une atteinte aux principes de l'Islam, tant chez les chiches minoritaires mais actifs — que chez les sunnites. Personne n'a cru à la sincérité des dirigeants de Kaboul quand ils se sont rendus à la mosquée au début du Ramadan. Marxistes déclarés, ils ont pris une mesure révélatrice, et fort mal accueillie, en remplaçant l'ancien drapeau, sur lequel il y avait le vert de l'Islam, par un drapeau rouge. Malgré les demandes des chefs coutumiers,

ils ont refusé de transformer la «République démocratique d'Afghanistan» en République islamique.

Sunnites, les Pashtouns, qui constituent 40 % de la population, dans les régions situées au sud de l'Hindou-Kouch, se sont soulevés pour des raisons religieuses et politiques. «Les tribus pashtounes ont été divisées en clans, lesquels se composent de plusieurs familles», écrit-il en 1976 un spécialiste de l'Afghanistan (1). A la tête de chaque clan un *malik* est choisi par les familles. Un chef de tribu ou *khan* est élu par les *maliks*. Aujourd'hui, dans les campagnes contrôlées par l'administration centrale, le chef de village pashtoun a droit au titre de *malik* ou de *khan*. Ce conseil, à caractère féodal, est un prolongement de la vieille institution tribale du *dirang*, sur lequel le pashtoun celui qui vit en respectant l'institution de la *djirga* et les grands principes du code tribal, le *pashtunwali*. C'est cette dévotion à la loi qui a permis aux tribus pashtounes d'intervenir à tous les niveaux de la vie sociale.

### Le pouvoir pashtoun

Considérant les dirigeants de Kaboul comme des renégats, les Pashtouns ne sont nullement apaisés par le fait que ceux-ci appartiennent à la même ethnie qu'eux. Dans le nouveau gouvernement formé fin juillet, tous les ministres sont pashtouns à l'exception du ministre des finances, un Hazara. A l'origine, le pouvoir révolutionnaire s'appuyait sur deux mouvements, le Khalq et le Parcham. Ce dernier avait une base populaire beaucoup plus étendue que le premier, et M. Babrak, son leader, avait de bonnes relations avec certains chefs de tribu, qui n'étaient pas seulement pashtouns.

Le Khalq, qui a éliminé le Parcham quelques mois après le coup d'Etat d'avril 1978, avait des effectifs peu nombreux mais très homogènes. L'équipe dirigeante reste-elle aussi soudée qu'autrefois après tous les échecs enregistrés ? Le jeu des diplomates à Kaboul est d'échanger des arguments pour savoir qui de M. Taraki, chef de l'Etat, et grand

leader du peuple, et de M. Amin, premier ministre, responsable du «pousser», dirige effectivement le pays et bénéficie de la confiance des Soviétiques. Ce jeu nous paraît vain dans la mesure où le régime s'entoure d'un épais mystère. Lors du remaniement de juillet, le nouveau ministre de la justice a déclaré que les révolutionnaires ont voulu modifier en intervenant à tous les niveaux de la vie sociale.

Ayant pris le ministère de la défense, confié auparavant au colonel Ismail Khan, devenu ministre de l'Intérieur, M. Taraki a choisi M. Shah Wali pour le remplacer aux affaires étrangères. Ce remaniement s'expliquait apparemment par les doutes de M. Amin quant à l'apaisement du colonel Ismail Khan et à la reconquête du contrôle de l'armée. M. Amin semble plus particulièrement chargé de surveiller les mouvements du régime en matière de répression, alors que M. Taraki fait figure de «penseur». Le «grand

leader» multiplie les discours à l'usage de quelques «anciens» que les Kalgis rassemblent dans les villages et conduisent à Kaboul pour un simulacre de serment d'allégeance à la révolution. Il arrive que la première page du Khabl Times soit rigoureusement la même plusieurs jours de suite : à gauche, sur la moitié de la page, le photo du «grand leader», à droite celle d'une assemblée d'anciens» que personne ne connaît et qui applaudissent. Cette mise en scène, qui ne trompe personne vise à montrer

le régime à la soutien de toutes les provinces, représentées en principe par leurs chefs coutumiers.

Les membres du Parcham étaient tout aussi marxistes que ceux du Khalq (la plupart des ministres parchamistes qui ont été exécutés du pouvoir se sont réfugiés en Europe de l'Est) mais ils estimaient nécessaire de procéder par étapes, ayant conscience de la complexité du corps social qu'ils voulaient transformer. Ils avaient le soutien d'un grand nombre de fonctionnaires. Leur élimination laisse le Khalq de plus en plus isolé devant la montée des périls.

### Une répression féroce

Face au danger, le Khalq réagit non pas par la recherche de compromis mais par une répression féroce visant autant à éliminer ses adversaires actifs qu'à intimider par la terreur une population hostile.

Un étranger qui nous reçoit chez lui, dans un quartier résidentiel de Kaboul, nous dit : «Il y a dans cette ville plusieurs maisons d'apparence banale où l'on torture. L'une d'elles se trouve à côté d'ici. Il m'arrive d'entendre les hurlements des gens soumis à la question. J'en vois aussi sortir éplorés. Ceux-ci ont eu une chance relative. Ils ont convaincu leurs tortionnaires qu'ils ne savaient rien. Très souvent il s'agit simplement de pauvres bougres démodés par des poètes malséculants. Le pouvoir ne paraît nullement gêné de remettre ainsi en liberté des gens portant la marque de supplices. Il se dit sans doute que cela sert de leçon pour les frondeurs».

Plusieurs «centres de tri» existent à Kaboul et dans la région pour les personnes arrêtées. Les plus malchanceuses sont dirigées par le ministre prison de F. Charki, une dizaine de kilomètres de Kaboul, sur la route du Pakistan. Conque pour six mille personnes, cette prison en contient actuellement plus du double. Selon le département d'Etat américain, trois mille prisonniers ont été exécutés depuis avril 1978 et, depuis le printemps, il arrive que les pelotons d'exécution soient composés de personnes par nuit. «C'est que maintenant, il faut sans doute faire de la place dans la prison», note

avec quelque cynisme un diplomate occidental.

Il y a en fait plusieurs sections dans l'univers concentrationnaire de P. O. Charki. La première est réservée aux membres du Parcham, souvent très jeunes. «Il semble qu'il s'agisse plutôt d'un camp de rééducation», a confié à un étranger le père d'un détenu. Les prisonniers ne sont pas maltraités, ils peuvent faire du sport. On s'emploie simplement à les persuader que le Khalq peut mener à bien la révolution. En général ces «rééduqués» peuvent communiquer avec leur famille et plusieurs centaines d'entre eux ont été libérés après quelques mois de «cours» en milieu carcéral.

Une seconde section est destinée aux «capitalistes» — propriétaires de fondus, commerçants — arrêtés pour la plupart dans les semaines qui suivirent le coup d'Etat d'avril 1978. Il n'est guère d'étrangers louant une maison à Kaboul, dont le propriétaire ne soit pas en prison ou n'y ait pas un membre de sa famille. Arrêtés généralement la nuit, pendant le couvre-feu, ces détenus ne peuvent communiquer avec leurs parents. Certains parviennent cependant à glisser un petit billet dans le linge sale que les familles sont autorisées à venir échanger contre des vêtements propres le vendredi. Ce jour-là, plusieurs centaines de personnes se pressent devant la prison, mais sans jamais être autorisées à voir leurs fils ou leurs parents. Les gardiens indiquent qu'il n'y a plus de linge sale à rendre, en faisant comprendre que le détenu

est mort. Néanmoins, il semble que les exécutions, parmi cette catégorie de prisonniers, ne soient pas les plus nombreuses. Certains détenus ont été relâchés après être passés devant une commission qui les a interrogés sur leurs activités sous l'ancien régime.

En revanche, selon les témoignages de prisonniers libérés et de quelques gardiens, l'enfer réside dans les sections où sont enchaînés les religieux et les militaires suspects. Plusieurs centaines de militaires — fanatiques et eux-mêmes responsables de l'assassinat d'innocents fonctionnaires en mission dans les provinces — ont été passés par les armes après avoir longuement croulé dans des cellules sans aération.

Vivant, non sans raison, dans la hantise d'un puits, M. Taraki et Amin épurent constamment l'armée. Des milliers de soldats, sous-officiers ou officiers sont incriminés sur le simple soupçon de tiédeur à l'égard du régime. D'autres avaient participé à des mutineries dans les garnisons de province. D'autres enfin, s'étaient brisés, mais ont été repris avant d'avoir pu rejoindre le Pakistan, où se trouvent plusieurs dizaines de milliers de déserteurs.

Pour ceux-là, la mort sans jugement est de règle. Conduits au polygone voisin de la prison, ils sont fusillés entièrement nus, debout devant la fosse commune. Mais, même dans la prison, l'armée n'est pas sûre. Il y a deux mois, quelques dizaines de militaires conduits devant le peloton d'exécution ont persuadé leurs gardes qu'ils se rendaient complaisamment à un crime contre les valeurs traditionnelles afghanes. Munis des armes des hommes qu'ils avaient retournés, ils attaquent certains quartiers de la prison. L'affrontement fit plusieurs dizaines de morts et certains prisonniers militaires se virent à prendre la fuite. Ces complications — souvent nées de longue date dans le secret, parfois spontanées — entre militaires restés profondément religieux expliquent que tout peut arriver, même à Kaboul.

(1) M. Jean-Charles Blacq, l'Afghanistan et ses populations, édition «Complexe» diffusée par les Editions universitaires de France.

### Prochain article :

LE «NON-ALIGNEMENT» SANS L'INDEPENDANCE

# EUROPE

## Un projet de statut d'autonomie de la Catalogne est approuvé par le gouvernement et les formations politiques catalanes

Le gouvernement espagnol et les représentants des principaux mouvements politiques catalans sont arrivés à un «accord total» sur le statut d'autonomie de la Catalogne, a-t-on appris le mardi 7 août, de source officielle, à Madrid. Après une dernière réunion de dix-neuf heures, un accord a été dégagé sur les derniers points en litige.

Madrid (A.F.P.). — A deux mois du référendum sur le projet de statut d'autonomie du Pays basque, la position des divers groupes politiques basques et des deux branches de l'ETA est désormais clairement définie.

Confinés jusqu'à présent, la situation s'est définitivement clarifiée le jour même où plusieurs parties ont entamé mardi 7 août une importante campagne pour le «oui» au référendum.

La coalition Henri Batasuna, considérée comme la branche politique de l'ETA militante, a, en effet, confirmé officiellement qu'elle ne reconnaissait pas le projet de statut d'autonomie, considérant notamment qu'il éloignait encore plus la Navarre du Pays

### Dissensions au sein de l'ETA militante

basque et qu'il favorisait la «nuclearisation» de l'Etat. A l'inverse, le statut d'autonomie du Pays basque, la position des divers groupes politiques basques et des deux branches de l'ETA est désormais clairement définie.

Confinés jusqu'à présent, la situation s'est définitivement clarifiée le jour même où plusieurs parties ont entamé mardi 7 août une importante campagne pour le «oui» au référendum.

La coalition Henri Batasuna, considérée comme la branche politique de l'ETA militante, a, en effet, confirmé officiellement qu'elle ne reconnaissait pas le projet de statut d'autonomie, considérant notamment qu'il éloignait encore plus la Navarre du Pays

Une fois approuvé par la commission constitutionnelle, ce projet de statut sera soumis à un référendum dans chacune des provinces catalanes. M. Jordi Pujol, secrétaire général de Convergència, mouvement rassemblant plusieurs formations catalanes, estime que le projet est meilleur que le statut d'autonomie de 1932.

### Le statut, selon l'ETA militante

précisant que cette action entrerait dans le cadre d'une «campagne armée contre les intérêts économiques et administratifs français sur le territoire espagnol». Ensuite, l'assassinat d'un garde civil le 4 août dernier.

Le statut, selon l'ETA militante, essaie de légitimer «la continuité de l'appareil politique et d'un système répressif qui, durant quarante-trois ans de dictature fasciste, a porté de graves préjudices au peuple travaillant».

L'ETA militante confirme ainsi qu'elle poursuivra la lutte armée alors que sa rivale, l'ETA politico-militaire vient de mettre un terme à ses actions armées et rejoindra les forces politiques

favorables au statut. Cette décision de l'ETA politico-militaire aurait entraîné un profond malaise au sein de l'organisation et de nombreux militants de l'ETA politico-militaire, dont un dirigeant important, le département d'Etat américain, trois mille prisonniers ont été exécutés depuis avril 1978 et, depuis le printemps, il arrive que les pelotons d'exécution soient composés de personnes par nuit. «C'est que maintenant, il faut sans doute faire de la place dans la prison», note

Deux voitures françaises ont été détruites, dans la nuit du lundi 6 au mardi 7 août, à Zarautz, au Pays basque espagnol, par des cocktails Molotov.

Le nombre de touristes a diminué de 16,5 % en juillet.

Le terrorisme basque et la hausse des prix ont fait perdre à l'Espagne, au mois de juillet, 1,2 million de touristes.

Ce chiffre serait passé, pour la période correspondante de cette année, à 5,5 millions, soit une baisse de 16,5 %.

STAGE DE PRE-RENTREE EN MEDECINE

4 semaines : du lundi 3 septembre au vendredi 28 septembre inclus

CEPES

2 centres : quartier latin ou Nanterre

Groupement Rure de professeurs 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Nanterre, 722.94.94, 745.08.19

# A TRAVERS LE MONDE

## Bolivie

LA CENTRALE OUVRIERE (COB) A ACCUSE LE NOUVEAU PRESIDENT, M. Walter Guevara, d'avoir de «certaines tendances fascistes». Cependant, a ajouté son secrétaire général, M. Oscar Banijines, la COB attend les décisions du chef de l'Etat en matière de salaires avant de prendre officiellement position. M. Guevara s'est engagé à former un gouvernement de «coopération nationale», élargi à toutes les couches et n'excluant pas les militaires. Ce cabinet serait «de centre gauche, plus à gauche qu'au centre», a assuré le président, qui devait prêter serment ce mercredi 8 août. — (A.F.P., A.P., Reuters.)

## Brésil

L'AMNISTIE NE S'APPLIQUERA PAS A 343 PERSONNES DETENUES pour attaques de banques, enlèvements, attentats et autres actes de terrorisme, a déclaré, le mardi 7 août, un porte-parole du tribunal suprême militaire brésilien.

En signe de protestation contre le caractère restreint de l'amnistie, quatorze prisonniers politiques de la prison de Milton Dias Moraes, Rio-de-Janeiro ont entamé le 22 juillet, une grève de la faim. Des manifestations de solidarité envers les détenus se multiplient dans l'ensemble du pays. — (A.F.P.)

## Ethiopie

L'OFFENSIVE LANCÉE EN JUILLET sur le front du Sabel par l'armée éthiopienne s'est soldée par un échec, a annoncé mardi 7 août un communiqué du Front populaire pour la libération de l'Erythrée (F.P.L.E.) publié à Paris. Sa-

lon le F.P.L.E., l'armée gouvernementale a perdu quinze mille hommes, morts et blessés, tandis que les guérilleros érythréens auraient fait plus de sept cents prisonniers. «Les forces d'agression», a ajouté le communiqué du F.P.L.E., étaient fortes d'environ cinquante mille hommes.

## Portugal

VINOT-SIX NOUVEAUX SECRETAIRES D'ETAT ET SOUS-SECRETAIRES D'ETAT ont prêté serment, le mardi 7 août à Lisbonne, devant le président Balsem. Ayant ainsi complété son gouvernement (qui compte seize ministres et vingt-huit secrétaires et sous-secrétaires d'Etat), Mme Maria da Lourdes Pintasilgo a vaillamment présenté son programme devant l'Assemblée de la République, qui en débatera à partir du 13 août. — (A.F.P., Reuters.)

## République Sud-Africaine

M. COLIN EGILIN, chef du parti fédéral progressiste, principal mouvement blanc d'opposition en Afrique du Sud, a annoncé lundi 6 août qu'il abandonnerait ses fonctions lors du congrès de son parti, en septembre. M. Egilin, âgé de cinquante-quatre ans, était depuis des semaines vivement critiqué par ses collègues de l'opposition qui lui reprochaient ses médiocres performances au Parlement. Il sera remplacé par M. Frederich Van Zyl Slabbert, trentenaire ans. Le P.F.V. détiend 17 des 165 sièges de l'Assemblée, contre 104 au parti national. — (Reuters.)

## Tchécoslovaquie

LES TROIS CITOYENS AMERICAINS DETENUS EN TCHÉCOSLOVAQUIE ont été libérés et expulsés vers l'Autriche, mardi 7 juillet. M. Albion Buckingham, Leonard Hunt et Michael Berks avaient été arrêtés, le 3 juillet, pour avoir fait entrer clandestinement des bibles et de la littérature religieuse. Ils avaient été accusés de violation de la réglementation sur les devises. — (U.P.I.)

### Les incidents de Bayonne :

#### LES DIX PERSONNES GARDÉES A VUE ONT ÉTÉ RELÂCHÉES

Les dix personnes gardées à vue après les incidents qui se sont produits à Bayonne la nuit du lundi 6 au mardi 7 août, ont toutes été relâchées (le Monde du 8 août). Une vingtaine de manifestants ont été blessés au cours des échauffourées. Cinq d'entre eux ont été hospitalisés.

Les mouvements autonomistes basques Abertzale — qui avait organisé le «rassemblement d'information» — et «Euzkadi» (qui déclarent dans un communiqué, que «le ministre de l'Intérieur a interdit le match Nantes-Saint-Sébastien pour mieux étrangler les basques (écoles maternelles en langue basque)», au bénéfice desquelles la rencontre était organisée. Ces deux mouvements

demandent aux élus basques de faire pression sur le gouvernement pour mettre fin à «ces mesures coloniales justifiant davantage de violence et, dans l'immédiat, sous peine de cautionner la politique de Paris, boycotter le projet et le sous-préfet d'ici à la fin septembre».

De son côté, la fédération communiste des Pyrénées-Atlantiques dénonce dans un communiqué «la responsabilité du pouvoir» dans ces incidents et s'élève contre la «provocation permanente de la part du pouvoir qui trouve un relais bien rodé en face de lui, car on ne vient pas innocenter la manifestation de protestation avec des cocktails Molotov dans la poche».

Le collectif des avocats chargés de la défense des réfugiés politiques basques espagnols en France a indiqué que «les réfugiés politiques basques, contrairement à ce qui est souvent affirmé, ne sont pas en situation irrégulière dans les Pyrénées-Atlantiques». Ces avocats rappellent que d'une manière générale, des recours ont été formés contre le retrait de leur qualité de réfugiés politiques et plus particulièrement les mesures administratives d'interdiction de séjour dans certains départements. Ces recours ont été formés devant la commission des réfugiés du Conseil d'Etat et la loi française du 25 juillet 1952 dispose qu'ils sont «suspendus», ont souligné les juristes.



# AFRIQUE

## Guinée-Equatoriale

### Des combats opposeraient l'armée aux partisans de l'ancien président Macias

L'ancien président de Guinée-Equatoriale, M. Macias Nguema, continue dans sa région natale, près de la frontière gabonaise, de résister aux autorités militaires qui l'ont renversé le 3 août. Le quotidien gabonais, l'Unité, rapporte dans son édition du 7 août, que le chef de l'Etat déchu a transformé son village de Nang Ayong, près de Menagomo, en un camp retranché d'où il essaierait de lancer une contre-offensive. Selon le quotidien de Libreville, de violents combats à l'axe lourde ont opposé l'armée aux partisans de M. Nguema près du col qui commande l'accès à cette région. Le régime militaire contrôlerait actuellement les deux tiers du territoire équato-guinéen, dont les principales villes : Malabo, la capitale — Bata, Ebebyin et Minko-Mes Song. Poursuivent les combats, de nombreux soldats ont choisi de désertir et se sont réfugiés dans les pays voisins, Gabon et Cameroun.

Le ministère des affaires étrangères, poursuit le texte, décide réitérer la vive satisfaction de l'Espagne à l'égard des propositions de l'Etat de Guinée-Equatoriale, destinées à rétablir les libertés, et à garantir les droits de l'homme et à renouer les relations cordiales et étroites avec l'Espagne que la dictature, aujourd'hui déstabilisée, avait ruinées. — (A.F.P., Reuters)

## LA FIN DE LA CONFÉRENCE DE LUSAKA

### Les pays du Commonwealth condamnent vivement la « politique d'apartheid »

De notre envoyée spéciale

Lusaka. — Pour la première fois dans les annales du Commonwealth, une conférence des chefs d'Etat et de gouvernement s'est achevée avant la date prévue. Les trente-neuf pays représentés (1) ont terminé leurs travaux mardi 7 août au lieu de mercredi 12. Le communiqué final, publié mardi soir, est long de vingt pages, comporte soixante-dix points, dont une importante déclaration contre le racisme.

On lit notamment dans cette déclaration, signée par tous les membres de la conférence : « Nous réaffirmons que c'est un devoir de tous les membres du Commonwealth de travailler ensemble pour faire disparaître la politique infâme d'apartheid. Ce devoir comprend l'acceptation du principe que des mesures positives peuvent être nécessaires pour progresser dans l'élimination du racisme y compris l'aide à ceux qui se battent pour se débarrasser de telles pratiques ».

Cette déclaration a été inspirée par un discours du premier ministre australien, M. Malcolm Fraser, qui est très fréquemment intervenu pendant les sept jours de la conférence. Critiqué dans son pays, M. Fraser a donné l'impression de vouloir utiliser la tribune du Commonwealth pour promouvoir sa politique extérieure d'homme conciliant en même temps que d'homme du tiers-monde. Il s'était rendu au Nigeria juste avant la conférence et a pris une part active dans l'élaboration du document sur la Rhodésie, peut-être trop active car il fut vivement critiqué par la Grande-Bretagne pour avoir divulgué, avant d'y avoir été réellement autorisé, le contenu du document, obligé de ce fait la publication de celui-ci dès dimanche, ce qui a incité les délégués à signer le texte sur le champ, lors d'un barbecue organisé dans sa résidence.

Il a également déclaré, mardi, qu'il offrait à l'Ouganda et à la Tanzanie 2 millions de dollars australiens pour aider l'Ouganda à se relever du « génocide » de la mauvaise gestion et de la guerre, et soutenir la Tanzanie dans sa lutte contre les difficultés économiques.

Le long communiqué final de la conférence peut paraître décevant sur plusieurs points. Il ne propose en effet rien de concret, mais consigne plutôt en une série de réflexions sur un grand nombre de sujets. Le passage concer-

nant la Rhodésie reprend en fait mot à mot le texte approuvé dimanche dernier (le Monde du 7 août). Interrogé au sujet des sanctions, Mme Thatcher a déclaré qu'elle doutait d'avoir à renouveler celles-ci : « J'espère que beaucoup de choses se passeront d'ici là ». Mme Thatcher a en effet l'intention de mener rondement les discussions. Elle rencontrera cependant beaucoup de difficultés, notamment pour faire s'asseoir à la même table les guerilleros du Front patriotique de M. Mugabe et M. Nkomo, avec celui qu'elle appelle le « traître », M. Muzorewa, premier ministre du Zimbabwe Rhodésien. En revanche, les nationalistes noirs acceptent sans difficulté la présence de M. Ian Smith.

Jusqu'à présent, le mouvement de M. Joshua Nkomo, la ZAPU (Union du peuple africain du Zimbabwe) est resté éternellement sur le bilan de la conférence. En revanche, la ZANU (Union nationale africaine du Zimbabwe) de M. Mugabe a déclaré mardi que le document correspondait aux principes pour lesquels elle se bat, mais a regretté la garantie de représentation en faveur des minorités. Dans une interview à la R.B.C. de Dar Es Salaam, M. Mugabe a demandé le départ de M. Muzorewa, le démantèlement de l'armée rhodésienne et la reconnaissance de « notre armée » (celle du Front patriotique) comme armée nationale.

**De « prétendues élections »**  
En ce qui concerne la Namibie, les chefs d'Etat et de gouvernement condamnent l'Afrique du Sud pour avoir organisé de « prétendues » élections en décembre 1978. L'économie tient une grande place dans le communiqué et les textes reflètent les préoccupations des petits Etats dans un monde en difficulté, l'appauvrissement des plus pauvres, leur dépendance énergétique et les dommages qui leur sont causés quand un « grand » adopte une politique protectionniste.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

## Guinée

### Mgr Tchidimbo, archevêque de Conakry a été libéré

Mgr Raymond-Marie Tchidimbo, archevêque de Conakry, détenu depuis huit ans en Guinée, a été libéré, mardi 7 août. Il est arrivé le même jour à Monrovia, capitale du Libéria, en compagnie de M. Cecil-Dennis, ministre libérien des affaires étrangères, et de l'ambassadeur de Guinée au Libéria, M. Ben Douda Touré. Le prélat a été aussitôt reçu par le président Tolbert.

Après avoir remercié le chef de l'Etat libérien, qui avait inter-cédé à plusieurs reprises en sa faveur, il a affirmé que « le passé était le passé », qu'il avait l'intention de « remercier » le président Sekou Touré, et de l'assurer que leurs relations seraient désormais « exemptes de toutes suspensions », a-t-on indiqué de source libérienne.

Mgr Tchidimbo est né à Conakry le 15 août 1920. Son père était originaire du Gabon et sa mère de la région de Boffa, en Guinée. Il commença ses études au petit séminaire de Conakry avant d'être mobilisé en 1942 en Haute-Volta et au Sénégal. Son régime, envoyé au Maroc se joignit à la 2<sup>e</sup> D.B. Il participa au débarquement de Provence, puis à la campagne des Vosges où il souffrit de graves gelures.

Après de nouvelles études au séminaire de Dakar, puis à la congrégation des Pères du Saint-Esprit, il est ordonné prêtre en 1951. Curé de Kankan, il choisit, lors de l'indépendance de la République de Guinée, de consacrer la nationalité française et s'inscrit au Consulat de France, où en lui délivra passeport et carte d'identité. Aux Vieux du Quai d'Orsay, Mgr Tchidimbo jouit d'une double nationalité franco-guinéenne. Toutefois, cette qualité ne lui fut jamais reconnue par les autorités de Conakry. En avril 1962, il succède à

## La crise du Sahara occidental

### Tribune internationale

### LA VOIE DE LA RÉCONCILIATION

par AHMED-BABA-MISKÉ (\*)

**L**a signature d'un accord de paix mauritano-saharaoui met fin à une éternité qui a duré quatre années, durant lesquelles la République islamique de Mauritanie s'est gravement rendue, acceptant de « trahir », comme on dit chez nous, les liens du sang et de l'amitié. La nouvelle politique courageuse et responsable adoptée par le Comité militaire de salut national et le gouvernement mauritanien, mise en œuvre sous l'impulsion du premier ministre Ould Haddad, mérite d'être saluée et soutenue par toutes les forces patriotiques. Elle exprime, et traduit dans les faits, les aspirations de la quasi-unanimité du peuple mauritanien. Elle remet, en outre, sur les rails le mouvement du 10 juillet (1), handicapé jusque-là par un labyrinthe très lourd et par les nombreux obstacles semés devant ses pas. Elle donne ainsi un bilan décisif à la marche entreprise par la Mauritanie depuis la chute de l'ancien régime vers la restauration de sa souveraineté et de sa dignité. Elle ouvre surtout la voie à la réconciliation entre des frères, les Mauritaniens et les Sahraouis, que tout unit.

Je me réjouis, non seulement parce que je me suis voué exclusivement depuis longtemps à cette réconciliation, étant donné les attaches profondes que j'ai des deux côtés, mais aussi parce que c'est la seule brèche par laquelle la paix générale de la région pourra se tailler, même si cela devait passer par de nouveaux soubresauts. Il est évident que l'émancipation de la Mauritanie contrarie la stratégie de Rabat. Mais comment douter que les dirigeants marocains se gardent d'aller trop loin, d'insulter l'avenir. Ils n'ont, en effet, aucun intérêt à ouvrir un front supplémentaire au Sud : sans parler des inconvénients diplomatiques, les corps expéditionnaires sont devenus hors de prix, même pour les puissances de tout premier plan. Et pour faire face à une Mauritanie en révolte, il faudrait multiplier par dix — mais comment ? — les charges de guerre déjà à la limite du supportable.

D'autant que le Maroc n'a pas à craindre un renversement d'alliance qui ferait passer la Mauritanie d'une dépendance à une autre. L'acquis le plus important du 10 juillet, c'est justement le refus de toute interférence, ce qui ne veut pas dire de toute coopération. La Mauritanie a un rôle crucial à jouer dans cette région, celui d'un élément d'équilibre entre des régions et des pays très divers. Éléments d'équilibre ne veut pas dire poids mort ou proie passive qui se laisse balloter, tirailler, aspirer selon les courants dominants. Elle doit, et peut, être un élément dynamique d'équilibre et de rapprochement. Au risque de paraître présomptueux, je dirais que la Mauritanie, si elle s'impose la discipline nécessaire pour accéder à ce rôle (2), sera demain (dans quelques mois, dans un an ?) l'arbitre le mieux placé pour jouer avec succès un rôle de bons offices dans un conflit dont elle aura tout d'abord réussi à sortir elle-même, en ajoutant à ses anciennes amitiés privilégiées de nouvelles amitiés non entachées de suiveisme.

Si le Maroc doit accepter cette nouvelle donne, qui finalement ne le desservira pas le jour où il sera en situation — en fonction surtout de ses problèmes intérieurs — d'affronter la rude bataille de la paix, un autre pays, la France, doit faire plus. Étant données ses relations privilégiées avec Rabat et Nouakchott, elle peut aider à atténuer les chocs et à surmonter les roulements pour préserver l'essentiel. D'autant plus que la seule alternative serait hasardeuse et risquée : une nouvelle tentative de déstabilisation tendant à empêcher la République islamique de Mauritanie d'aller jusqu'au bout d'une évolution voulue par l'immense majorité de son peuple (y compris son armée), déboucherait — à supposer qu'elle réussisse — sur des convulsions graves et très probablement sur une guerre de libération populaire dure, qui ne pourrait manquer de contaminer certains voisins. La France a, dans la recherche de la paix, un rôle à jouer beaucoup plus bénéfique pour son image et son influence que celui — considérable — qu'elle a joué jusque-là à la faveur de la guerre.

Un autre ami commun de Nouakchott et de Rabat peut jouer un rôle utile d'apaisement : le Sénégal et son président, M. Léopold Sédar Senghor. Le Sénégal ne peut qu'être concerné de près par tout ce qui se fait en Mauritanie, et il a beaucoup mieux à faire que de se contenter d'épouser inconditionnellement la querelle de l'un des protagonistes.

(\*) Ancien secrétaire général de la Nahda (Mauritanie), ancien membre du bureau politique du Front Polisario.

(1) C'est dans la nuit du 9 au 10 juillet 1978 qu'avait été renversé le président Moktar Ould Daddah.

(2) Bien entendu, ce rôle d'équilibre ne doit pas empêcher une préoccupation qui doit rester éternellement une priorité pour la Mauritanie : ne plus jamais permettre que soient mis en danger les liens naturels qui unissent les deux peuples jumeaux, mauritanien et sahraoui, et qui ont été si gravement endommagés par la criminelle aventure de 1975.

# Marx s prolétaires

Les prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LE « NON-ALIGNEMENT SANS L'INDEPENDANCE »

## TRAVERS LE MONDE

**Bolivie**  
Les centrales ouvrières...  
**Portugal**  
Le long communiqué final de la conférence peut paraître décevant sur plusieurs points. Il ne propose en effet rien de concret, mais consigne plutôt en une série de réflexions sur un grand nombre de sujets. Le passage concer-

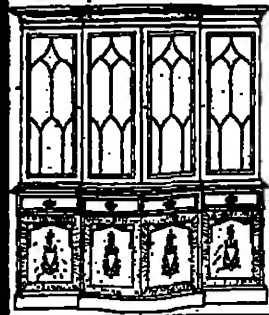
**Brésil**  
Le long communiqué final de la conférence peut paraître décevant sur plusieurs points. Il ne propose en effet rien de concret, mais consigne plutôt en une série de réflexions sur un grand nombre de sujets. Le passage concer-

**Éthiopie**  
Le long communiqué final de la conférence peut paraître décevant sur plusieurs points. Il ne propose en effet rien de concret, mais consigne plutôt en une série de réflexions sur un grand nombre de sujets. Le passage concer-

**Tchécoslovaquie**  
Le long communiqué final de la conférence peut paraître décevant sur plusieurs points. Il ne propose en effet rien de concret, mais consigne plutôt en une série de réflexions sur un grand nombre de sujets. Le passage concer-

## SPECIAL PROMOTION

EXCLUSIVITE ZENNER  
Bibliothèque anglaise  
ronce acajou galbée  
copie d'ancien  
DISPONIBLE



20 à 40 %  
SUR  
salons cuir exposés

H 216. L 186. P 0.60

**ZENNER** 10, r. Faidherbe-11<sup>e</sup>  
371.86.14. M<sup>e</sup> Faidherbe  
50, r. de Montreuil-11<sup>e</sup>. 372.28.85. M<sup>e</sup> Nation  
Ouvert en août - Parking

**FAYARD : un choix pour votre été**

**PHILIPPE LE BEL**

Jean Puvion

**LOUIS XIII**

Paris-Dauphine

**LA PEUR en Occident**

Jean Delumeau

**DE PEARL HARBOR A KENNEDY**

Irène Frain Le Pohon

**Quand les Bretons peuplaient les mers**

Jean-Luc Déjean

**Quand chevauchaient les Comtes de Toulouse**

1850-1950

Maryvonne Miquel

**Quand le bon Roi René était en Provence**

1447-1480

Jean-Marc Soyoz

**Quand les Anglais vendangeaient l'Aquitaine**

D'Albi à Jarnac



# AMÉRIQUES

## Equateur

LE RETOUR DES CIVILS AU POUVOIR

### « Mon gouvernement ne plaira pas à l'oligarchie » nous déclare le président Roldos

Correspondance

Quito. — « La fuerza del cambio » (la force du changement) : un slogan très ordinaire, mais qui a rencontré, après neuf années de régime militaire, un immense écho dans le peuple équatorien. Mais sur ce mot d'ordre présidentiel et vice-président de la République le 25 août, MM. Jaime Roldos et Osvaldo Hurtado doivent entrer en fonction le 10 août.

Mais un slogan ne suffit pas : le triomphe de cette alliance électorale surprise entre les forces populistes et le courant démocrate-chrétien s'explique d'abord par la jeunesse (ils ont moins de quarante ans) et les qualités complémentaires de MM. Roldos et Hurtado, qui ont parfaitement su incarner la volonté de rupture avec le passé.

« Ces deux charismatiques jeunes gens n'ont aucune expérience du pouvoir », déclarait amèrement M. Sixto Duran, candidat malheureux de la droite, au soir de sa défaite. C'était là justement leur force. Hostiles au maintien de la domination économique de l'oligarchie, après le retour des militaires dans leurs casernes, les équatoriens ont misé sur M. Roldos.

Au 47 de la rue Ballen, une artère semblable à toutes celles du centre de Guayaquil, grand port et capitale économique de l'équateur, un policier s'ennuie sous un salicot à la gloire du président élu : seuls signes rappelant que l'on se trouve au domicile de M. Roldos, entre une boutique de nouveautés et un réparateur de fer à repasser. Il faut encore grimper deux étages d'un escalier encombré de caisses de bouteilles pour se retrouver chez les Roldos : un portrait de la Vierge, des murs couverts d'eau, un canapé en cuir noir, la TV constamment allumée, cet appartement, que rien ne distingue de tous ceux des classes moyennes, est le lieu où l'homme simple qu'est M. Roldos.

Commencée à l'université, où il eut pour « la reconnaissance des droits ne s'obtient que par des luttes », sa carrière politique s'est poursuivie dans le milieu de l'oligarchie. M. Roldos, ancien directeur de la presse, a été élu au Parlement. Chacun ses fonctions.

« L'oligarchie traditionnelle, que l'on pense davantage en termes de partis qu'en fonction des hommes »,

Si Assad Bucaram parvient à se faire élire à la présidence de la Chambre, les relations entre les deux hommes risquent de se détériorer. Déjà des coups de feu ont été échangés entre factions rivales de la C.F.P. et les partisans de M. Bucaram ne méprisent pas le vice-président élu, M. Osvaldo Hurtado, professeur à l'université de Quito, fondateur, à vingt-cinq ans, de la démocratie chrétienne équatorienne.

« Pour la droite, qui feint de

me croire communiste, je suis l'élément qui pactise avec le diable », affirme M. Hurtado. Les tenants de M. Bucaram, eux, ne supposent pas de dirigeant formé à l'école de la D.C. européenne. Mais il a l'appui résolu de M. Roldos, conscient de la nécessité de couvrir les lacunes idéologiques du populisme.

D'une origine sociale semblable, la classe moyenne, les deux hommes ont pris leurs distances avec le monde financier. Et leur intégrité est reconnue de tous. Un leader de la droite, à court d'arguments, a été jusqu'à se marquer des « yeux de gazelle » de M. Roldos : la preuve, selon lui, que le peuple équatorien ne s'était pas choisi un macho pour président. Plus sérieusement, un diplomate s'interroge : « Un président populaire, pourquoi l'a-t-on coupé du courant qui l'a porté au pouvoir ? » « La redistribution de la richesse se réalisera, nous a déclaré le président, par une fondation de la nouvelle des aides en faveur des secteurs les plus pauvres, l'extension de la couverture de la sécurité sociale, la création d'emplois, la construction de routes, la réhabilitation de la sécurité pétrolière, de rénover notre dette extérieure et de redonner à l'équateur une de ses richesses de base : l'agriculture ».

Mais, sur tous ces points, aucune mesure radicale n'est envisagée. Le mot tabou de « nationalisation » est soigneusement évité.

Car MM. Roldos et Hurtado, tout comme MM. Rodrigo Borja, leader de la gauche démocratique, ou Pancho Huerta, un ancien libéral, auquel on prête un grand avenir, sont des hommes de gauche : peu ou prou sociaux-démocrates, ces hommes savent qu'ils devront mener le « pouvoir », l'un d'un front, pour les réfugiés latino-américains, demandant à trois mille réfugiés le droit de quitter l'Argentine pour émigrer vers l'Europe.

VINCENT BEAUFILS.

## Mexique

LES OCCUPANTS DE L'AMBASSADE SUISSE RÉCLAMENT L'APPLICATION INCONDITIONNELLE DE L'AMNISTIE POLITIQUE (De notre correspondant.)

Mexico. — L'occupation de l'ambassade de Suisse à Mexico par trente membres du comité national indépendant pour les prisonniers, persécutés et disparus, commencée le 3 août, se poursuitait le mercredi 8 août. Les protestataires réclament une application « inconditionnelle » de l'amnistie décrétée l'année dernière par le gouvernement du président Lopez Portillo, mesure dont ont été exclus quelque cent cinquante prisonniers politiques, coupables, selon les autorités, de « crimes de sang ».

Les occupants de l'ambassade réclament, en outre qu'il soit mis fin aux entraves bureaucratiques mises au retour de quarante-cinq exilés. Enfin, ils exigent des informations claires sur le sort de cinq cent trente-trois personnes « disparues » depuis 1974, dont beaucoup, selon des sources officielles, sont mortes.

Le gouvernement a fait connaître qu'il ne négocierait pas tant que les protestataires poursuivraient leur occupation, considérée comme une intolérable pression.

Le modus vivendi, plutôt cordial, qui s'était établi au début, entre les diplomates helvétiques et les occupants s'est dégradé. Les membres du comité ne s'en sont pas tenus, en effet, à leurs premières déclarations, selon lesquelles ils quitteraient l'ambassade dans la soirée du 6 août. Ils ont expliqué que leur changement d'attitude était justifié par l'échec de leur rencontre avec le secrétaire d'État à l'Intérieur, M. Rodolfo Gonzalez Guevara.

JOSÉ CARREÑO.

## Brésil

TRENTE REFUGIÉS LATINO-AMÉRICAINS qui occupent depuis le 6 août le consulat de Subde à Rio-de-Janeiro ont repoussé ce mercredi une proposition de l'archevêque de Rio qui s'engageait personnellement à obtenir pour eux des visas de sortie s'ils quittaient les locaux diplomatiques. Les occupants, membres d'un Front pour les réfugiés latino-américains, demandent que les Nations unies garantissent à trois mille réfugiés le droit de quitter l'Argentine pour émigrer vers l'Europe.

## Nicaragua

### La lenteur de l'aide internationale accroît les difficultés du nouveau gouvernement

Managua (A.F.P.). — Une impression d'inefficacité du pouvoir en place à Managua, de manque de coordination et d'action prévaut au Nicaragua. La confusion normale des premiers jours après la victoire sandiniste a donné suite à un début d'organisation mais qui, faute d'aide alimentaire et financière rapide de l'étranger, n'a pas pu se poursuivre.

La jungle se plaint quotidiennement de l'aide apportée soit inférieure aux promesses, alors qu'un million de personnes dépendent pour leur survie de l'aide extérieure et que, sur le plan médical, la situation frise la catastrophe. A Estelí par exemple, le seul hôpital de la ville, qui compte trente mille habitants, a été complètement détruit, seul un dispensaire fonctionne, et sa réserve de médicaments tient dans un petit placard.

Les besoins financiers du gouvernement pour remettre le pays en marche sont immenses et urgents. La Banque centrale ne possédait que 3 millions de dollars pour reconstruire et mettre sur les rails le pays, et l'aide extérieure promise n'arrive que très lentement.

Certains pays latino-américains, après avoir soutenu la cause sandiniste pendant la guerre, se montrent plus réservés et posent des conditions politiques à leur aide. De plus, la dispersion du pouvoir entre des organes collectifs (junte des cinq membres, direction sandiniste de neuf membres et commandement suprême de trois membres) ne facilite pas l'action à un moment où justement le pays a besoin que des décisions rapides soient prises.

Cet éparpillement du pouvoir, joint à la faiblesse de l'aide extérieure, ralentit toute action. « Si une aide concrète et massive n'arrive pas très vite, le peuple, qui a beaucoup souffert, ne résistera pas longtemps sans nourriture et sans argent. L'élan qui le porte vers le front sandiniste se brisera et alors tout sera possible », commente un diplomate.

« L'aide américaine est lente par rapport à celle qui avait été fournie lors du tremblement de terre de 1972, où, en quelques heures, avaient été transportés des dizaines de tonnes de nourriture et des hôpitaux de campagne, et en tout cas inférieure à ce qui nous a été promis », a déclaré M. Robelo, l'un des membres du gouvernement provisoire. De son côté, le ministre nicarag

guayen de l'intérieur, M. Tomas Borge, a annoncé, à Managua, que tout franc-tireur arrêté serait immédiatement fusillé. Depuis vendredi dernier, les sandinistes sont intervenus contre des francs-tireurs qui tiraient sur eux, à Managua. Trois guérilleros sandinistes ont été retrouvés assassinés samedi matin au sud de Managua. Depuis la fin de la guerre, au moins cinquante guérilleros ont été tués par des gardes nationaux.

D'autre part, une force de sept cents anciens gardes nationaux nicaraguais manœuvre actuellement dans la zone frontalière du Honduras, avec l'intention de pénétrer au Nicaragua, a affirmé M. Borge. Selon le ministre, l'ex-dictateur Anastasio Somoza pourrait avoir mis en place des casernes secrètes pour harceler les troupes sandinistes.

De source proche du nouveau gouvernement, on affirme également que deux bateaux de pêche ont disparu du port hondurien de Trujillo, sur la côte atlantique. Ces mêmes sources font état de la crainte de voir ces bateaux utilisés pour une tentative d'invasion du Nicaragua par d'anciens gardes nationaux.

### Le général Somoza au Guatemala ?

L'ancien président Anastasio Somoza se trouve actuellement au Guatemala, a affirmé, mardi 7 août, à Managua le sénateur américain Edward Zorinsky (démocrate du Nebraska), président du sous-comité des affaires étrangères pour l'hémisphère occidental. M. Zorinsky, d'autre part, a déclaré que le communisme ne s'installerait au Nicaragua que si les Etats-Unis abandonnaient ce pays et ne lui fournissaient pas l'aide dont il a besoin. « Je ferai des recommandations au gouvernement américain pour qu'il accorde l'aide alimentaire, financière et technique à Managua ».

« Cette révolution », a ajouté le sénateur, a des aspects semblables à la révolution cubaine, d'autres à la révolution mexicaine et d'autres enfin à la révolution américaine. Il faudra du temps pour juger où va cette révolution, mais seul le peuple ici va déterminer son avenir ».

« Nous avons souvent été du côté des gagnants », a ajouté le sénateur. « Nous sommes, et nous le serons encore, indiqués, que toutes les libertés soient respectées et nous avons pu constater que fondamentalement elles le sont ».

# PROCHE-ORIENT

## Le président Carter veut dédramatiser ses relations avec Israël

L'administration Carter s'efforce de ramener à de plus justes proportions la crise que traverse les relations américano-israéliennes. Après s'être entretenu samedi, par téléphone, avec le premier ministre israélien, M. Menahem Begin, qui venait de sortir de l'hôpital, le président Carter devait recevoir ce mercredi 8 août, à déjeuner, l'ambassadeur israélien à Washington, M. Ephraïm Eiron.

Parallèlement, au cours d'un entretien, mardi, avec le président de la sous-commission sénatoriale pour le Proche-Orient, le démocrate Richard Stone, le secrétaire d'Etat Cyrus Vance a affirmé que les Etats-Unis opposeraient leur veto à toute résolution du conseil de sécurité de l'ONU qui reconnaît aux Palestiniens le droit à une complète autodétermination et à l'indépendance.

Le département d'Etat a nié d'autre part

fermement mardi que sa politique à l'égard d'Israël et de l'O.L.P. soit dictée par ses besoins pétroliers, comme l'avait affirmé la veille M. Moïche Dayan. Il n'y a pas de changements dans la politique américaine, qui reste fondée sur un ferme soutien et une amitié traditionnelle envers Israël, a déclaré son porte-parole, M. Tom Reston. Il a réaffirmé que les Etats-Unis n'étaient engagés dans aucun effort pour « trafiquer » la résolution 242 de l'ONU, mais il n'a pas voulu exclure qu'ils puissent accepter un texte sur les droits des Palestiniens, si celui-ci était suffisamment modéré.

En revanche, M. Vance a admis mardi qu'Israël « a pu violer ses accords de 1957 avec les Etats-Unis — qui limitent l'utilisation des armements d'origine américaine aux seules fins d'auto-défense — lors du récent raid de son aviation dans la banlieue de Beyrouth.

## L'écueil palestinien a été évité à Haïfa

De notre correspondant

Jérusalem. — Comme prévu le cinquième round des négociations sur l'autonomie en Cisjordanie et dans le territoire de Gaza, qui s'est achevé mardi 7 août à Haïfa, n'a débouché sur aucun résultat spectaculaire. A l'instar de leurs rencontres précédentes, les négociations israéliennes, égyptiennes et américaines ont poursuivi une bataille de procédure sans résoudre la moindre question à l'ordre du jour.

Au cours de la conférence de presse conjointe qu'ils ont donnée à l'issue des travaux, les chefs des trois délégations, le premier ministre égyptien, M. Mustapha Khalil, le ministre israélien, M. Yossef Burg, et l'ambassadeur américain, M. James Leonard, se sont déclarés néanmoins satisfaits des « progrès » réalisés à Haïfa. Les négociateurs ont en effet réussi à se mettre d'accord sur la formulation des sept têtes de chapitre à l'ordre du jour des commissions de travail qui devront mettre au point la loi électorale régissant la consultation populaire au cours de laquelle les Arabes de Cisjordanie et de la bande de Gaza seront appelés à désigner leurs représentants.

Israël affirme avoir enregistré un succès, tactique tout au moins, en parvenant à assouplir la position égyptienne de départ sur trois points : il n'est plus question d'élections à Jérusalem-Est, ni de droit de vote pour les personnes âgées de moins de dix ans de Gaza, et la prochaine réunion des commissions de travail, qui aura lieu dans deux semaines à Alexandrie.

Le résultat principal des trois jours de Haïfa, c'est un nouveau répit avant les prochaines épreuves que les négociateurs israéliens, le ministre Burg, prévoit « beaucoup plus dures ». L'éventualité évoquée par le premier ministre égyptien M. Khalil d'une remise en question de la résolution 242 du Conseil de sécurité, que M. Burg a curieusement appelée « un nuage acoustique » a plané

un moment sur les négociations. Elle a donné lieu à une mise au point du premier ministre égyptien, M. Moïche Dayan. Il n'y a pas de changements dans la politique américaine, qui reste fondée sur un ferme soutien et une amitié traditionnelle envers Israël, a déclaré son porte-parole, M. Tom Reston. Il a réaffirmé que les Etats-Unis n'étaient engagés dans aucun effort pour « trafiquer » la résolution 242 de l'ONU, mais il n'a pas voulu exclure qu'ils puissent accepter un texte sur les droits des Palestiniens, si celui-ci était suffisamment modéré.

En revanche, M. Vance a admis mardi qu'Israël « a pu violer ses accords de 1957 avec les Etats-Unis — qui limitent l'utilisation des armements d'origine américaine aux seules fins d'auto-défense — lors du récent raid de son aviation dans la banlieue de Beyrouth.

Les Israéliens de l'avis de la plupart des observateurs, ont réussi une fois de plus à éviter l'écueil palestinien. Mais combien de temps le pourront-ils encore ? En dépit des assurances que vient de donner le secrétaire d'Etat américain Cyrus Vance sur l'opposition par Washington d'un veto à toute résolution du Conseil de sécurité qui accorderait aux Palestiniens l'autodétermination ou une « patrie indépendante », personne ne doute à Jérusalem que la bombe qui a été déamorcée à Haïfa est une bombe à retardement qui pourrait bien exploser lors du prochain débat du Conseil de sécurité sur le problème palestinien.

(Interim.)

### M. NAHUM GOLDMANN : la paix viendra, malgré Begin et sans Begin.

Bonn (A.F.P.). — La politique actuelle du premier ministre israélien Menahem Begin ne mènera pas à la paix, estime l'ancien président du congrès juif mondial, M. Nahum Goldmann.

« Elle ne débouchera pas même sur un paix adéquate avec l'Egypte, mais même en l'absence de la longue existence même d'Israël », a-t-il déclaré au cours d'une interview avec la deuxième chaîne de télévision allemande.

« Le temps travaille largement pour les Arabes avec leurs ressources financières considérables et la dépendance du monde vis-à-vis du pétrole arabe », a-t-il dit.

M. Goldmann a déclaré que les puissances mondiales devaient intervenir dans le conflit israélo-arabe et s'est dit « plus optimiste que jamais que la paix viendra malgré Begin et sans Begin ».

« Je crois », a souligné M. Goldmann, que Begin ne sera pas au gouvernement à ce moment-là parce que le monde veut mettre fin à ce conflit de trente ans qui menace la monde et la paix mondiale. Sous la pression du monde, Arabes et Juifs devront s'entendre.

L'ancien président du congrès juif mondial a souligné qu'il se sent « absolument injustifié » d'abandonner le conflit israélo-arabe aux Américains car « l'Europe a au moins autant d'intérêts au Proche-Orient que les Américains ».

A propos des critiques formulées en Israël au sujet de la politique du gouvernement de Bonn, M. Goldmann a estimé que le droit des Allemands d'agir comme ils le font, car il est complètement absurde de dire que personne n'a le droit de donner des conseils à l'Etat d'Israël. Celui-ci est-il donc sacro-saint et personne n'a-t-il le droit de le critiquer ? », a-t-il conclu.

## Irak

### ACCUSÉES DE COMPLICITÉ CONTRE LE RÉGIME Vingt-deux personnes sont condamnées à mort

Bagdad (A.F.P.). — Vingt-deux personnes accusées d'avoir tenté de renverser le régime irakien (le Monde du 31 juillet) ont été condamnées à mort par un tribunal spécial, a annoncé mardi 7 août l'agence irakienne d'information. Parmi les condamnés figurent MM. Mohamed Ayech Hamed, Mohieddine Abdel Hussein Machhad, Adnan Hussein Hamdan, Mohammad Mahjoub Mahdi et Ghannem Abdel Jalil, tous membres du Conseil de commandement de la révolution. En outre, M. Adnan Hussein était vice-premier ministre et directeur du cabinet du président de la République, et M. Mohamed Mahjoub Mahdi, ministre de l'éducation.

M. Mohieddine Abdel Hussein Machhad avait été démis de ses fonctions de secrétaire général et de membre du Conseil de commandement de la révolution le 15 juillet dernier. Quant à MM. Mohamed Ayech et Ghannem Abdel Jalil, ils ne faisaient pas partie du nouveau gouvernement formé le 16 juillet.

Parmi les condamnés à mort on trouve également : MM. Abdel Khalek Al Samara, un des auteurs présumés du coup d'Etat avorté de Nazem-El-Kassar, en juin 1973, qui vivait depuis en résidence surveillée ; Khalek Abou Osman, ministre pour la région autonome du Kurdistan ; Taher Mohamed Amin et le général Walid Mahmoud Girt, commandant une des garnisons de la capitale.

De plus, selon l'agence irakienne, trente-trois « criminels » ont été condamnés à des peines de prison allant de un à quinze ans. Trente personnes ont été relâchées. « Les condamnés à mort seront peetés par les armes », a encore indiqué l'agence.

Le tribunal spécial, présidé par M. Naïm Haddad, membre du Conseil de commandement de la révolution et vice-premier ministre, avait été formé le 28 juillet

dernier, après l'annonce de la découverte d'un complot.

Les deux principaux accusés, MM. Adnan Hussein et Mohieddine Abdel Hussein, sont de confession chiite, et le second avait établi des contacts avec l'imam Khomeiny. Alors que l'annonce du complot, le 28 juillet dernier, avait été accompagnée d'accusations contre une puissance étrangère, le communiqué publié mardi 7 août ne reprend pas ces accusations, dirigées à l'encontre, contre la Syrie avec laquelle l'Irak est officiellement engagé dans un processus d'union.

## Le Monde

Service des Abonnements  
13217 PARIS CEDEX 19  
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - R.O.M. - T.O.M.  
135 F 270 F 335 F 360 F  
TOUTES AUTRES PAYS  
PAR VOIE ORDINAIRE  
250 F 495 F 700 F 720 F

ETRANGER  
(Par mandat)

L. — BELGIUM — LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
135 F 270 F 335 F 360 F  
T. — SUISSE — TURQUIE  
250 F 495 F 700 F 720 F

Tout prix s'entend  
Taxes en sus

Les abonnés qui paient par chèque postal (code violet) ou par mandat doivent joindre un chèque à leur demande.

Changements d'adresse : notification en provenance (deux semaines au plus) ; nos abonnés sont invités à fournir leur demande de changement au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Vendre avec l'obligation de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



## TRANSPORTS

### CALCULÉS EN FRANCS CONSTANTS Les tarifs aériens n'ont cessé de diminuer depuis trente ans

Les compagnies régulières doivent augmenter leurs tarifs de 9 à 15 % selon les destinations, à partir du 1<sup>er</sup> septembre prochain. La dernière hausse — de 5 à 7 % — remonte au 1<sup>er</sup> mai dernier. Il n'est pas exclu qu'une troisième augmentation s'impose avant la fin de cette année si les pays exportateurs de pétrole décident de relever, une nouvelle fois, le prix du « brut ».

Cela dit, si l'on raisonne en francs constants (valeur janvier 1960) et non plus en francs courants, on constate, comme le montre le tableau que nous publions ci-dessous, que les tarifs aériens ont nettement baissé depuis trente ans. Cette diminution est plus faible sur les vols à l'intérieur de l'Europe que sur les vols long-courriers à destination de New-York ou de Fort-de-France par exemple.

Les tarifs européens restent relativement chers : ils ont même augmenté de 6 % en francs constants entre 1960 et 1980.

Paris et Amsterdam. Sur ce réseau, essentiellement fréquenté par des hommes d'affaires, les tarifs fléchissent plus lourdement sur les cotés d'exploitation, à cause de la faible longueur des étapes.

En revanche, sur l'Atlantique nord, la concurrence acharnée que s'y livrent les compagnies a abouti à une impressionnante déescalade du prix des billets. Sur les Antilles, la politique gouvernementale de « rapprochement » avec la métropole a favorisé des baisses tarifaires considérables. D'une manière générale, la mise en service d'avions gros porteurs, comme le Boeing-747, a permis de diminuer sensiblement le coût du siège-kilomètre. Ce phénomène explique, pour une bonne part, que les majorations tarifaires n'aient pas vraiment contrarié l'essor du trafic (jusqu'à présent, mais pour combien de temps ?), puisque, paradoxalement, il coûte moins cher en francs constants de voyager en avion aujourd'hui qu'il y a.

#### Le prix d'un aller-retour au départ de Paris (1)

	1960	1960	1970	1980	ÉVOLUTION
	F	F	F	F	
Bangkok	19 248	17 970	13 060	9 840 (2)	-48 %
Copenhague	2 360	2 029	2 000	2 580	+ 6 %
Fort-de-France	18 560	12 470	8 470	5 720	-69 %
Madrid	2 178	1 888	1 650	1 328	-38 %
Milan	2 080	1 146	1 130	1 338	-36 %
New-York	14 618	9 848	6 110	4 880	-67 %
Rio-de-Janeiro	22 838	16 718	10 800	9 540	-58 %

(1) Tarif économique de base au 1<sup>er</sup> janvier de l'année.  
(2) Cette estimation prend en compte la hausse des tarifs qui doit entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre prochain. Elle suppose une conversion des tarifs en francs constants de celle d'un taux d'inflation de 11 % en 1979.

### Les ratés de la S.N.C.F.

Les usagers continuent de se plaindre des insuffisances du service offert par la S.N.C.F. en certains endroits sur le réseau des lignes secondaires et à certaines périodes de l'été en banlieue parisienne. Témoignons les réactions de deux lecteurs, M. J.-P. Massias, d'Orsay, et J.-L. de Brunoy, dont nous publions ci-dessous les lettres.

#### A 35 km.-heure de moyenne

Permettez-moi de verser une pièce supplémentaire au dossier de plus en plus accablant pour la S.N.C.F. concernant les lignes secondaires.

Je suis abonné sur la ligne Brive-Limoges, plus précisément de Vignols à Limoges. Je suis donc un des nombreux Français voyageurs sur une des lignes les moins rentables de la S.N.C.F.

Cependant, la « non-rentabilité » de cette ligne ne paraît pas empêcher la S.N.C.F. d'y consacrer des moyens humains et matériels. Les trains de Vignols à Limoges, l'après-midi, met 1 h 50 pour parcourir les

75 kilomètres, ce qui est tout à fait honorable. Seulement, au retour, le soir, comme au matin, met 2 heures, soit 38 km.-h. de moyenne. Pourquoi un tel écart : ou a tout simplement « supprimé » un agent à la gare de Coussac-Bonneval, d'où environ trente minutes de plus de trajet (cet agent étant chargé de manœuvrer les aiguillages).

Plus récemment, une nouvelle technique est apparue : le « croche des wagons de marchandises à Pompadour. Résultat : 20 minutes de retard en moyenne. Ce qui met le trajet retour à 2 h. 20 pour 75 kilomètres. Rares sont encore les irréductibles à supporter un tel gâchis (une quinzaine en moyenne).

Cette ligne est très joliment desservie par la S.N.C.F. : la vitesse est accordée au « Cévenol », à 35 kilomètres-heure de moyenne. Combien resterait-il de voyageurs si on supprimait le « Cévenol » ? (M. J.-P. MASSIAS, ORSAY.)

### URBANISME

#### DES HABITANTS DU 8<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT PROTESTENT CONTRE LE TRANSFERT AU PALAIS DE GLACE DE LA COMPAGNIE BARRAULT-RENAUD.

Le comité d'aménagement et d'animation du huitième arrondissement de Paris (1) proteste, dans un communiqué, contre la décision prise lors du dernier conseil des maires de transférer la compagnie Barrault-Renaud au Palais de la Glace, au Palais de la Glace du rond-point des Champs-Élysées.

Le comité déplore « que le centre de Paris soit désormais privé de sa dernière piste de patinage », que la ville ait consenti à accorder à l'État l'usage du seul établissement public à caractère sportif existant dans l'arrondissement de l'Élysée — arrondissement certes prestigieux, mais, hélas, cruellement dépourvu en matière d'équipements socio-culturels (une bibliothèque municipale de 118 mètres carrés, une maison de 200 mètres carrés et de la culture de 200 mètres carrés) et sportifs (maintenant totalement inexistants).

« Alors qu'il n'a fallu que quelques semaines de tractations, ajoute le comité, pour conclure, à propos du Palais de la Glace, cet accord entre l'État et la ville, n'est-il pas surprenant, sinon inadmissible, que, malgré des dizaines d'années de pourparlers — et en dépit des interventions multiples de notre comité, ces deux interlocuteurs n'aient encore abouti à aucune solution en ce qui concerne la rétrocession d'une partie des terrains de l'ex-hôpital Beaujon de la ville, terrains qui constituent en effet le seul emplacement dans le huitième où puissent être aménagés les équipements indispensables à l'arrondissement. »

(1) 88, rue de Rome, 75008 Paris.

### UN GROUPE LIBANAIS ACHÈTE LA STATION ISOLA 2 000

(Suite de la première page.)

Elle dispose d'un vaste domaine skiable de 2 000 hectares et de 100 kilomètres de pistes desservies par une vingtaine de remontées mécaniques.

Son lancement a été difficile en raison essentiellement des problèmes créés par la ruine de l'ancien système de protection à nécessité, en huit ans, environ 40 millions de francs d'investissement (dont la moitié environ supportée par le département des Alpes-Maritimes). Inaugurée officiellement le 17 janvier 1972, cette route d'accès avait été coupée un mois plus tard pendant cinq semaines à la suite d'abondantes chutes de neige.

La circulation y a été fréquemment interrompue au cours des premières saisons et ces périodes d'isolement ont porté un grave préjudice psychologique à la station, ajoutée à un manque à gagner important. Les promoteurs libanais ont investi au total 350 millions de francs dans la station et le développement d'Isola 2 000, mais ils ont enregistré une perte d'exploitation cumulée de 100 millions de francs.

L'opération se soûle donc pour eux par un échec. Souhaitant se dégager de toutes les affaires qu'elle possède hors de Grande-Bretagne, la B.S.I.T., qui est un des plus puissants groupes britanniques de promotion et d'investissement immobilier (bureaux, logements collectifs, maisons individuelles, centres commerciaux, etc.), dans les actifs de la S.N.C.F. à 30 millions de francs, a mis en vente la station, il y a deux ans. Les acquéreurs acceptant de reprendre l'ensemble des installations d'Isola 2 000, ils ont obtenu, en échange, un niveau relatif à un niveau relatif.

Selon le directeur général de la S.N.C.F., M. David Colin Neil, la S.N.C.F. « quantifie principalement M. Toufik Abou Khater, va investir dans la station, dans le programme immobilier initialement prévu. Cinq mille lits supplémentaires sont prévus, ainsi que de nouvelles remontées mécaniques permettant une extension du domaine skiable sur le versant italien de la station. Montant des travaux : 200 à 250 millions de francs.

Isola 2 000, qui accueillait en moyenne trente-cinq mille touristes par an, pourrait donc prendre un nouveau départ. C'est ce qui a sans doute incité les libanais à acheter la station, malgré la difficulté leur accord à la transaction. Les nouveaux responsables de la station espèrent « internationaliser » davantage la clientèle. Ils ont prévu, en effet, de représenter jusqu'à 70 % des acquéreurs (les deux tiers sont originaires du Sud-Est).

GUY PORTE.

### Faits et projets

#### CIRCULATION

Moins de bouchons sur la route des départs. La direction des routes estime que les automobilistes ont, dans l'ensemble, bien mis à profit les conseils de « Biscuit fûté » lors des derniers départs en vacances. La circulation enregistrée les vendredi 3 et samedi 4 août dans le sens des départs a dépassé de 18 % celle qui a été observée pour les départs des vendredi 27 et samedi 28 juillet, mais le volume des encombrements a été nettement inférieur. « Une statistique globale des sept journées les plus chargées de fin juillet et du début août a mis en évidence un bon anti-façon », estime la direction des routes, puisque l'on a noté une diminution de 30 % des bouchons par rapport à la période comparable de 1978.

#### ENVIRONNEMENT

Aulne : eau potable préservée. La pollution par du minerai de zinc qui a accidentellement contaminé l'Aulne, une rivière du Finistère (Le Monde du 8 août), n'affecte pas la distribution d'eau potable dans ce département, déclare la direction départementale de l'action sanitaire et sociale.

#### TOURISME

Le Danemark à l'heure d'été en 1981. Le Danemark adoptera en 1981 l'heure d'été, a annoncé le premier ministre danois. Le gouvernement répond ainsi aux souhaits exprimés par la population, a-t-il indiqué. (Reuters.)

### L'AFFAIRE DU PLAZA-ATHÉNÉE

## « Nous disposons actuellement de 80 millions de livres pour acquérir d'autres hôtels en France »

nous déclare Sir Charles Forte

Le conseil d'administration de la société Grands Hôtels associés (G.H.A.), présidé par Sir Charles Forte et réuni le mardi 7 août à Paris, a mis fin aux fonctions de M. Paul Bougenaux, directeur général du Plaza-Athénée et de la Trémolles. Celui-ci devait conserver son poste jusqu'au 31 octobre 1979 (« Le Monde » du

31 juillet, du 2 et du 4 août). Le conflit qui oppose M. Bougenaux à Sir Charles Forte, président du groupe hôtelier britannique Trusthouse Forte, rebondit donc. Nous avons demandé à Sir Charles Forte de nous donner son point de vue sur ce sujet.

« Pourquoi avez-vous demandé à M. Paul Bougenaux, qui, de l'avis général, a plutôt réussi à la tête du Plaza, de cesser ses fonctions ?

« M. Bougenaux a préféré travailler pour un groupe hôtelier concurrent qui gère notamment le Dorchester à Londres. Si l'hôtel Plaza a connu la réussite dont vous parlez, si sa gestion a été redressée, notre société y est également pour quelque chose, ne serait-ce qu'à cause des 45 millions de francs qu'elle y a investis. L'hôtel George-V, qui fait partie de notre groupe, tout comme le Plaza, a été encore mieux rénové que celui-ci, sans M. Bougenaux. Je suis très fier de ce que nous avons réalisé dans l'hôtelierie.

« Certains redoutent que vous cherchiez à mettre fin à la participation du personnel aux bénéfices à la faveur du départ de M. Bougenaux ?

« C'est un mensonge. La version selon laquelle un syndicat pur et dur — M. Bougenaux — serait aux prises avec une affaire multinationale — nous ne correspond en rien à la réalité. En 1968, c'est moi qui ai accepté le système de participation souhaité, à l'époque, par le général de Gaulle. J'en suis enchanté. Notez que ce système fonctionne au George-V sans M. Bougenaux. J'emploie dans mon groupe soixante-douze mille personnes. Il existe, certes, des frictions, mais nous n'avons jamais connu un jour de grève.

« On nous prête l'intention de racheter les murs du Plaza dont vous possédez seulement le fonds

de commerce pour revendre l'ensemble avec une forte plus-value ?

« Encore des mensonges destinés à démolir. Je souhaite acheter les murs du Plaza parce que je préfère jouer la sécurité. Nous n'avons jamais rien vendu, si ce n'est pour racheter. Nous avons cédé des établissements qui s'intégraient mal dans notre groupe. Par exemple, tel petit hôtel britannique de trente chambres. Nous avons toujours acheté, ainsi, l'ancien Holiday Inn de Monte-Carlo, aujourd'hui baptisé Beach Plaza, et bénéficiaire. Nous étions sur les rangs pour l'acquisition de la société du Grand-Hôtel et pour l'achat du Ritz. Sur un chiffre d'affaires de 670 millions de livres en 1977-1978, nous avons réalisé un bénéfice brut de 100 millions de livres et nous disposons actuellement de 80 millions de livres (80 millions de francs) pour acheter d'autres hôtels. C'est évidemment une question de prix.

« Je ne dis pas que pour nous vanter, mais pour prouver que nous n'avons aucun besoin de vendre nos hôtels parisiens. Notre patrimoine de trois mille restaurants ou bars et de plus de huit cent soixante-dix hôtels s'agrandit parce que nous devons résister à la concurrence des géants américains.

« Pourquoi avoir fait connaître votre point de vue sur le Plaza au moyen d'entretiens publics et non par une conférence de presse ?

« Nous l'avons fait parce qu'il (1) Selon certaines sources, ces indemnités avoisineraient 2,4 millions de francs.

fallait dissiper au plus vite les rumeurs pour la réputation de l'établissement et la tranquillité du personnel. Une page de publicité dans certains quotidiens répondait mieux à ces objectifs.

« Qui dirige le Plaza ?

« Notre conseil d'administration a mis fin, le 7 août, aux fonctions de M. Bougenaux pure et simple. Mais celui-ci n'a pas tenu sa parole. En échange d'un dédommagement très important (1), il devait éviter les rumeurs, jusqu'au 31 octobre, date prévue pour son départ. J'ai eu la surprise de constater qu'il orchestrait une campagne de presse.

« M. Bougenaux a louché les deux tiers de ses indemnités. S'il veut obtenir le reste, il devra aller en justice. Nous lui réclamerons alors des dommages et intérêts et la restitution des sommes qu'il a perçues.

« M. Franco Cozzo, directeur adjoint du Plaza, dans la maison depuis seize ans, assure l'intérim de M. Bougenaux. S'il fait l'affaire, il sera nommé officiellement directeur général.

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS.

« Campings surchargés dans le Var. — La préfecture du Var a accordé le 7 août un sursis à une centaine de campeurs sauvages installés depuis la veille sur une aire de pique-nique à La Capte dans la presqu'île de Giens. Ces estivants n'avaient pu trouver place dans les terrains de camping ou de caravanning, surchargés en cette saison.

## le Cévenol un nouveau train

pour faire du tourisme dans les Cévennes et en Auvergne

Le Cévenol, un nouveau train pour faire du tourisme dans les Cévennes et en Auvergne. Ce train part de Paris le 15 août et de Marseille le 22 août. Il vous emmène dans les Cévennes, région particulièrement pittoresque et encore trop méconnue. Dans le Cévenol, deux voitures détachées ont été spécialement aménagées pour vous distraire. Vous y trouverez par exemple une animation permanente, un buffet régional.

Le Cévenol est un train touristique qui part de Paris le 15 août et de Marseille le 22 août. Il vous emmène dans les Cévennes, région particulièrement pittoresque et encore trop méconnue. Dans le Cévenol, deux voitures détachées ont été spécialement aménagées pour vous distraire. Vous y trouverez par exemple une animation permanente, un buffet régional.

**SNCF** redécouvrez la France, le Cévenol part en vacances.

05/10/1979



# CATASTROPHES

## La marée noire mexicaine près des plages américaines

(Suite de la première page.)

Un service de presse où siège en permanence un représentant de chacun des trois organismes, est disponible à toute heure du jour pour le public et les journalistes. Tous les matins à lieu une conférence de presse au cours de laquelle sont communiquées les toutes dernières informations concernant la nappe. Enfin, une bande magnétique enregistre jour et nuit les dernières nouvelles.

Si le pétrole a atteint les rivages mexicains, à une vingtaine de kilomètres au sud de la frontière, les plages texanes du golfe du Mexique, qu'on aime ici appeler la troisième côte de l'Amérique, n'ont pas encore été touchées, mais, mardi 7 août, les autorités américaines ont détecté,

jaillissant ; 10 % sont pompées ou traitées avec des dispersants, une autre fraction s'évapore. Le reste subit au cours de sa dérive des transformations d'ordre chimique (comme la photo-oxydation, sous l'effet du soleil), ou se fragmente et prend alors plusieurs formes. Les techniciens ont baptisé les substances solides « crâpes de pétrole » (oil pancakes) et surnommé « mousse au chocolat » les émulsions composées d'un mélange de pétrole et d'eau salée.

### Quatre barrages flottants

En dépit de la technologie de pointe dont ils disposent, les Texans avaient lutté en vain contre une nappe à demi

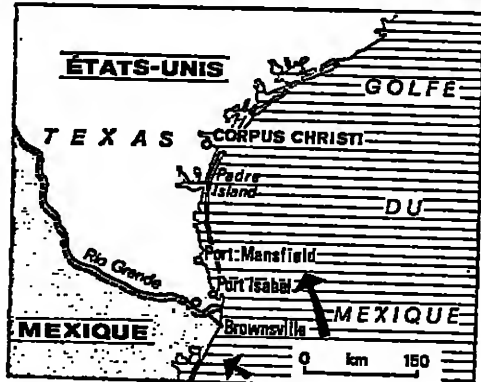
ragées flottantes, temps, météo, nettoyage). Ce sont les quatre barrages sur lesquelles on compte. Les gardes-côtes ont tendu quatre barrages flottants entre les eaux mexicaines et américaines. Les deux plus importants, longs chacun de 500 mètres, ont été installés devant l'aval du Rio Grande, afin d'empêcher le pétrole de pénétrer dans les étangs littoraux, où les cravattes abondent. La tâche est évidemment à la mesure de sa difficulté et de sa complexité, mais, à force de se déployer d'éléments légers et de se charger d'eau salée, le pétrole s'enfonce. Dès lors, il devient impossible à contrôler. En outre, 80 % de la faune marine, et particulièrement le plancton, vit dans les eaux superficielles. Or, fait-on remarquer ici, l'industrie de la crevette rapporte chaque année aux Texans 150 millions de dollars.

« Une bonne nouvelle consisterait à voir les courants tourner vers le Sud », remarque M. Carl Posey, porte-parole de l'Agence américaine pour les océans et l'atmosphère. Actuellement, le vent souffle vers le nord, mais, en septembre, il devrait virer vers le Mexique. La mi-septembre, c'est aussi l'époque prévue pour l'achèvement des deux puits qui devraient soulager la pression exercée sur l'écoulement, et donc mettre un terme à la catastrophe.

Enfin, les guerriers du pétrole sont surtout des nettoyeurs de plages. « Nous d'empêcherons guère le pétrole de s'échouer, dit un représentant local des gardes-côtes, mais nous le nettoierons sans répit. » Aussi les hôteliers de la pointe sud du Texas font-ils gracieusement des réductions à leurs clients.

En attendant, dix mille bébés tortues de Ridley, en voie de disparition, ont échappé de justesse à la peste noire. Ils ont été enlevés par hélicoptère et déposés dans un coin déserté du golfe. On craint davantage pour les pélicanes des réserves de la côte sud du Texas, qui risquent bientôt d'avoir les ailes noires et égarées.

SYLVIE CROSSMAN.



à une dizaine de kilomètres au large de leur littoral, les premières taches brunes. Des plongeurs auraient localisé, à une profondeur d'environ 12 mètres, des boules de goudron d'une épaisseur d'environ 5 centimètres. Les autorités américaines se refusent encore à conclure qu'il s'agit là de résidus venant d'Exxon-One.

La-bas, autour du puits en éruption, la moitié du pétrole brûle en

submergée. M. Craig Hooper, charbonnier à l'Agence américaine pour les océans et l'atmosphère, remarque que la science des marées noires est « une science très incertaine ». Ainsi, on ne sait même pas déterminer la taille et la direction de la nappe.

Quatre mots reviennent constamment dans la bouche des membres du Regional Response Effort : « Boom, time, weather, clean » (bar-

## SUR LA COSTA BRAVA

### Vingt-deux personnes périssent dans un incendie de forêt

De notre correspondant

Madrid. — Un incendie de forêt, qui semble d'origine criminelle, a provoqué la mort de vingt-deux personnes, mardi 7 août, à Llorret-de-Mar, sur la Costa Brava, au nord-est de Barcelone. Les victimes, toutes de nationalité espagnole, d'après les autorités, ont été enlevées par les flammes en fuyant leurs bungalows menacés. Le feu a détruit l'une des nombreuses zones résidentielles de la côte catalane, où les Barcelonnais passent leurs week-ends ou leurs vacances.

Le feu, qui s'est déclaré vers 7 heures, alors que soufflait un vent violent, a rapidement progressé sur un front de plusieurs centaines de mètres. On a retrouvé dans un valon douze corps calcinés, dont ceux de quatre enfants. Les victimes ont pu être identifiées. Sur les lieux, les témoins ont déploré l'intervention tardive des pompiers qui ne sont arrivés qu'à 15 heures. Selon M. Vidal, président de la députation (gouvernement provincial) de Gérone, le feu a pris simultanément en trois endroits distants de cinq kilomètres environ. « On peut affirmer, par conséquent, que l'incendie a été provoqué », commente M. Vidal.

Le maire de Llorret-de-Mar et des experts de l'Institut pour la conservation de la nature (ICONA), pensent également qu'il s'agit d'un acte criminel. De son côté, M. Josep Tarradellas, président de la Généralité de Catalogne, rejoint sur les lieux du sinistre par les ministres de la Santé et de l'Agriculture, MM. Juan Rovira Tarazona et Jaime Lamo de Espinosa, a déclaré : « On ne peut tolérer qu'une série de crimes soient perpétrés par les moyens de détruire la démocratie ».

Sur les 2 085 incendies qui ont ravagé au cours des sept premiers mois de l'année, plus de 100 000 hectares en Espagne, 790 sont considérés comme étant d'origine criminelle. La semaine dernière, M. Jaime Lamo de Espinosa avait averti l'opinion : « Si les incendies continuent au même rythme, l'Espagne sera calcinée dans vingt ans ».

Le drame de Llorret-de-Mar survient treize mois après l'explosion d'un camion de gaz propylène liquide, le 11 juillet 1978, dans le camping Los Alfaques, sur la Costa Dorada. Deux cent vingt touristes, étrangers et espagnols, avaient péri (le Monde du 13 juillet 1978). Le 12 juillet 1978, le feu avait provoqué la mort de soixante-douze personnes dans un palace de Saragossa (le Monde du 13 juillet). — (Interim.)

### L'éruption de l'Etna a repris après deux jours d'accalmie

Catane (AFP, UPI). — L'éruption de l'Etna, qui semblait se calmer, a fortement repris mardi 7 août. De la lave sort de nouveau d'une bouche éruptive qui s'était ouverte samedi à 1 500 mètres d'altitude, mais dont l'émission s'était arrêtée dimanche soir. La nouvelle coulée était, mardi soir, à 5 kilomètres du village de Fornazzo déjà menacé samedi, évacué alors par ses trois cents habitants, mais réoccupé lundi après l'accalmie du volcan. D'autre part, un cratère s'est ouvert mardi après-midi à 2 800 mètres d'altitude ; il était éteint depuis l'éruption de 1928. Il en sort une lave abondante et fluide qui se dirige vers le village de Santalino, situé à 15 kilomètres. Ce fleuve de lave est le plus important de tous ceux que le volcan a émis ces derniers jours. Son apparition est une surprise pour les volcanologues qui soulignent que, depuis cinquante ans que l'Etna est étudié, on n'avait jamais vu un cratère éteint se raviver. Spécialiste de l'Etna, M. Haroun Tazieff a inspecté le volcan

mardi soir. Il a déclaré que l'éruption actuelle le surpris et qu'en trente ans il n'avait jamais assisté à une activité de ce genre : des cratères s'ouvrent et se referment de façon très étrange.

L'évolution de l'éruption lui paraît imprévisible. Si les laves ne sont pas, actuellement, trop menaçantes, elles peuvent le devenir dans deux jours comme dans un mois. Le volcanologue a proposé la construction d'un barrage qui détournerait certaines coulées de lave vers une vallée inhabitable, mais cette proposition a été rejetée, car la lave détruirait alors de nombreuses cultures.

Faute de canaliser les laves, les autorités provinciales doivent, au moins, canaliser les touristes accourus par milliers pour voir l'éruption. La gendarmerie italienne interdit, sous les ailes des touristes dangereux, et les touristes doivent se contenir, sous la pluie de cendres, d'observer depuis Catane les rayures rouges qui zèbrant les flancs de la montagne.

# FAITS DIVERS

● Michel Darcy, un repris de justice âgé de quarante-deux ans, a été retrouvé, tué d'une balle dans la tête, à bord d'une voiture qui avait été prise en chasse par des policiers, dans la soirée du lundi 6 août, dans le vingtième arrondissement de Paris. La Clémence, occupée par cinq hommes, après avoir franchi quelques feux rouges et être entrée en collision avec un autre véhicule, a tenté de renverser deux policiers. Ceux-ci ont alors ouvert le feu dans des circonstances que l'inspection générale des services veut élucider. Le véhicule, retrouvé à Fontenay-aux-Roses, (Hauts-de-Seine), appartenait à Charles Falc, autre repris de justice bien connu des services de police. La brigade de répression du banditisme a été chargée de l'enquête.

● L'accident de montagne de la Tour Ronde. Un jeune Irlandais, âgé de dix-sept ans, seul survivant de la cordée britannique dont la chute a provoqué la mort de huit personnes, le 18 juillet, à la Tour Ronde (le Monde du 31 juillet et du 4 août), a été inculpé, mardi 7 août, d'homicide et de blessures involontaires par M. François Ogier, juge d'instruction au tribunal d'Annecy (Haute-Savoie).

## LA DEMANDE D'EXTRADITION DE M. RHODIE : DÉCISION LE 8 AOÛT

La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence a examiné, mardi 7 août, la demande d'extradition présentée par la République Sud-Africaine, de M. Eichel Rhodie, ancien secrétaire à l'information du gouvernement de Pretoria compromis dans le scandale de l'information (le Monde du 23 mars). L'avocat général, M. Yves Chauvin, a demandé que l'extradition soit acceptée, l'infraction reprochée à M. Rhodie — le détournement de 72 millions de dollars de fonds publics — relevant du droit commun. M. Henri Vincent, avocat de M. Rhodie, a fait valoir qu'en cas d'extradition son client aurait de fortes chances de tomber sous le coup de lois d'exception, les charges initialement retenues contre lui pouvant se transformer en trahison. L'arrêt doit être rendu le 8 août, dans l'après-midi.

## Pour un gigot de trop

Il y a deux ans déjà, Mme Suzanne. — Alors, au moment où zanne Trousselle avait volé une langue de bœuf surgelée en la dissimulant dans sa culotte. Depuis, au centre Leclerc de Cauffry (Gise), elle était surveillée. Aussi Mme Gilbert, une vendeuse du magasin, qui habite près de chez elle, à Villiers-Saint-Paul, n'a-t-elle pas hésité lorsque, samedi matin 4 juillet, Mme Trousselle — farouillait dans les bonbons : « Elle se retournait sans cesse. J'ai tout de suite compris son manège. » Au moment où Mme Trousselle, petite, grasse, quarante-cinq ans, sautait par-dessus le portillon, Mme Gilbert a alerté M. Raymond — M. Raymond Baudouin, le sous-directeur du magasin. A l'époque, Jean-François Trousselle, vingt-sept ans, attendait sa mère dans une Fiat 1100 déjà surchargée de victuailles et d'objets volés.

Les hommes de Leclerc rattrapèrent alors Mme Trousselle qui se défend comme une lionne à coups de sac à main — « plombé » avec une bouteille de pastille, elle aussi chargée. « Ce fait mal », se souvient un manutentionnaire. « Ce n'était même pas un sac à elle », souligne le directeur (trois employés du magasin ont obtenu, après cette échauffourée, un arrêt de maladie de trois jours).

« Nous ne parvenions pas à la calmer, elle nous griffe. Son fils arrive, il nous injurie ; on s'en empare et on laisse échapper la mère qui s'enfuit à travers champ en faisant des moulinets. » M. Baudouin, encore tout excité n'en est pas à sa première prise. « J'en ai obtenu un autre jour. Il courrait comme un derviche. Ce n'est pas un métier ; ça n'a plus rien à voir avec la commerce. »

Mme Trousselle et son fils Jean-François sont écroués depuis lundi 6 août à la maison d'arrêt de Beauvais. Les gendarmes de la brigade de Liancourt ont découvert dans le véhicule des morceaux de

vieilles, des disques et des épaves à linge. « Mme Trousselle est récidiviste mais elle s'est organisée. Elle faisait autrefois sa tournée des supermarchés à bicyclette. Maintenant que son fils a acheté une voiture, elle a pu agrandir son affaire », dit-on à la gendarmerie. M. Trousselle est agent de maîtrise ; il gagne honnêtement sa vie. Jean-François travaille. Mme Trousselle, qui a six enfants, n'est pas dans le besoin. Une voisine chez qui elle fait des ménages s'étonne : « Ici, dit M. Endematt, elle n'a jamais rien touché. Au contraire, elle m'a rendu de grands services. Elle a souvent gardé les enfants. Je ne m'occupe guère de la vie des autres, mais je sais que, étant jeune, Suzanne a eu pas mal d'ennuis. Elle était plus ou moins à l'Assistance... » Comme un « manque » à combler. « Il y en avait partout, racontent les gendarmes, du linge plein les armoires et dans le congélateur des quantités de marchandises dont certaines étaient périmées, plus de mille cinq cents disques... »

Des années et des années de larcins. Un gigot dans le sac à main (il est interdit aux caissières de demander de les ouvrir), un camembert dans une poche. Avec une petite de fourmi, Mme Trousselle faisait ses provisions pour des jours plus sombres. Le matin où elle a été arrêtée, elle était d'abord passée à la boucherie Bernard, à Clermont-sur-Oise (une épave d'agneau), chez Securit Auto à Liancourt (un tournevis), avant son coup chez Leclerc (un litre d'apéritif et une tête de veau...), puis à la boucherie Brémard, à Villiers-Saint-Paul. Les voisins n'en reviennent pas. Une bonne mère, et, aux fenêtres de sa maison, il y a plus de géraniums que partout alentour. Sur une armoire de piteux, une cinquantaine de pochettes variées, toutes semblables et bien alignées : le luxe de Mme Trousselle. CHRISTIAN COLOMBANI.

# SCIENCES

## BIBLIOGRAPHIE

### « CHERCHER »

de René Dubois et Jean-Paul Escande

L'homme ne peut pas être réduit à un amas de tissus, d'os et de liquide ; il existe dans un milieu qui l'influence et oblige son organisme à s'adapter.

« Penser globalement, agir localement » : telle est la démarche de René Dubois, chercheur français vivant aux États-Unis, tour à tour agronome, microbiologiste, spécialiste de la tuberculose, et biologiste. Ce livre prend la forme d'un dialogue entre R. Dubois et le professeur Jean-Paul Escande, dont les efforts pour approfondir, en s'entretenant, les idées se manifestent.

Selon R. Dubois, c'est en considérant d'abord le milieu de vie et l'interaction entre toutes les influences physiques, chimiques ou même psychiques, que l'on doit étudier un sujet, si précis soit-il. De plus, les auteurs expliquent que les organismes vivants disposent de certains mécanismes de correction automatique contre les maladies. Il faut alors se poser la question : « Qu'est-ce que la médecine peut apporter au malade ? » La réponse vient du docteur Trudeau, fondateur du premier sanatorium des États-Unis : « Guérir, quelquefois, soulager, souvent, consoler toujours. » Et R. Dubois ajoute : « Prévenir autant de fois que c'est possible. »

Au total des idées originales sur la médecine et la recherche qui constituent — avec la description du dynamisme des instituts de recherche américains — l'intérêt de ce livre.

Malheureusement, R. Dubois, s'engage, au cours des derniers chapitres, dans de vastes considérations à propos du sens de l'histoire, du féminisme, de l'éthique, de la liberté... Mais ce livre garde beaucoup d'intérêt pour qui s'intéresse à une nouvelle définition de la santé.

\* Chercher, des médecins, des chercheurs des hommes, de René Dubois et Jean-Paul Escande, Stock edit., 206 p.

## LE MONDE

Chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être LES BUREAUX que vous recherchez

**National Airlines**

*La compagnie aérienne du soleil*

Allez-retour Paris-Miami, à partir de 2.685 \$

Avec National Airlines vous allez tout droit à Miami et là, ce sont toutes les Amériques qui s'offrent à vous.

Miami est l'aéroport des États-Unis le mieux placé pour les vols vers les Caraïbes, l'Amérique Centrale, l'Amérique du Sud et bien entendu le Sud des États-Unis.

Si votre destination est : la Nouvelle-Orléans, Houston, Las Vegas, Los Angeles, San Francisco ou encore Seattle sur la Côte Nord-Ouest du Pacifique, Miami est vraiment la bonne porte et National Airlines votre compagnie aérienne.

Pour tous renseignements, consultez votre agent de voyages ou appelez National Airlines au 563.17.66. Notez également le numéro de téléphone de notre Service Cargo : 687.34.01.

\* Tarif "Loisirs" - 13 jours minimum - 60 jours maximum.



# Le Monde

DES ARTS  
ET DES SPECTACLES

AU CENTRE ACANTHES D'AIX-EN-PROVENCE

## Ligeti en fin d'après-midi

Le chemin le plus court pour se rendre à Saint-Rémy-de-Provence, où le Centre Acanthes organise un concert consacré à György Ligeti, ne passe pas par Maillane, mais en Provence. Les routes sont longues et invitées au détour, les concerts ne commençant guère avant le coucher du soleil. Maillane, bien sûr, c'est le village de Mistral ; il y a heureusement une place et un musée pour le rappeler, car les Magnanarelles ne chantent plus en cueillant les feuilles de mûrier. De Maillane on peut pousser jusqu'aux Baux-de-Provence pour voir le Val-d'Enfer à la tombée du jour, et puis, le souvenir de Mistral s'est imposé tout à coup, en se promenant dans Saint-Rémy.

On ne sait pas trop s'il faut s'attendre à découvrir une ruine, un palais ou, plus encore, une simple bâtisse méchamment rénovée. Mais non, sur la place de la République, face à l'église, le voilà tel qu'il était : il y a un abîme où à peu près les volets — verts, naturellement — n'ont pas dû être souvent repeints, la salle de restaurant a un petit air vieillot et la porte cochère qui ouvre sur la cour pourrait encore accueillir les voitures à chevaux ; sur le mur, une plaque apposée en 1913 rappelle simplement le passage du musicien.

On allait oublier Ligeti, et d'ailleurs un problème de circulation automobile qui ne voulait pas être interrompu a failli empêcher le concert. Au dernier moment, le flot des voitures avait détourné les organisateurs, et les habitants de l'hôtel de ville, de fermer les fenêtres donnant sur la cour, ont eu lieu le concert, car les bruits de valise et de conversation, les vives et les éternements venaient se

mêler étrangement aux murmures du Kammerkonzert et aux onomatopées des Aventures et nouvelles aventures.

Entre ces deux œuvres aussi différentes que possible au premier abord, Elisabeth Chojnacka interprétait trois pièces pour clavier : *Passacaglia Hongroise*, *Hungarian rock* (1978) et le célèbre *Continuum* (1968). Là encore, d'un morceau à l'autre, les points communs n'apparaissent pas immédiatement, pourtant à la fin du concert il est difficile de ne pas se rappeler une déclaration de Ligeti, qui n'était pas simple façon de parler : « Bien que j'aie toujours tenu à faire quelque chose de nouveau dans chacune de mes œuvres, je crois que j'ai toujours été le même compositeur et je pense que cela s'entend dans ma musique ».

Sans doute faisait-il allusion aux œuvres composées en Hongrie avant la révolution (à l'époque où il connaissait seulement par ouï-dire l'existence de la musique électronique et les expériences de John Cage aux Etats-Unis), à celles de sa « période de Cologne » de Darmstadt après son immigration en Autriche en 1956 marquée par le dogmatisme sériel, et à ce qu'on pourrait appeler sa troisième ma-

nière, inaugurée en 1961 avec *Atmosphères*. Mais à présent que cette nouvelle manière peut être considérée comme la seule véritablement représentative de son style propre, on serait tenté d'établir de nouvelles distinctions, peut-être surtout parce que les rythmes synopiques de *Hungarian rock* et l'impression néo-tonale balisée par la Passacaglia forment à chercher des explications.

### Au microscope

Ce qu'il y avait de décalé d'un double point de vue technique et esthétique dans une partition comme *Atmosphères*, et qui explique la répercussion qu'elle a eue dans les milieux d'avant-garde au début des années 60, peut déjà se deviner dans le titre. C'était d'une certaine façon la réponse au pointillisme de *Punktspiel* de Stockhausen ou de *Polyphonie X* de Boulez, qui avaient marqué dix ans plus tôt les nouvelles tendances de la musique. Avec *Atmosphères* non seulement la discontinuité en tant qu'esthétique officielle se trouvait sérieusement contestée, mais Ligeti réalisait une synthèse de divers

courants déjà perceptibles chez d'autres compositeurs, quoi qu'il en soit si radical.

Ce n'était pas à proprement parler une musique d'ambiance, pourtant l'atmosphère, considérée comme un état mouvant et continu, semblait avoir plus d'importance dans l'esprit du compositeur que la spéculation purement intellectuelle. Mais l'une ne chassait pas nécessairement l'autre, d'ailleurs chez tous les créateurs à partir d'un certain moment, lorsque le style est trouvé, chaque œuvre nouvelle se présente plus ou moins comme une variation du même schéma, donc comme une expérience où la spéculation n'est pas une chimère mais le moteur véritable de la création artistique.

Par bien des aspects, *Aventures et nouvelles aventures* (1962-1965), action musico-dramatique pour trois chanteurs et sept instruments sur un texte abstrait, participe encore de la période pointilliste mais le parti de réaliser de véritables tableaux dramatiques sans intrigue précise, de traiter le théâtre comme de la musique, est tenu avec tant d'inspiration et de rigueur que l'œuvre forme un tout homogène. Gertraud Charpentier, Marie-Thérèse Cahn et William Pearson, ceux-

là mêmes qui ont participé à la création, mêlés aux solistes du Nouvel Orchestre philharmonique, en ont donné une excellente interprétation à Saint-Rémy-de-Provence sous la direction de Peter Eötvös. Le Kammerkonzert pour treize instruments (1970) donné au contraire du concert apparaît au contraire comme une véritable gagare puisque la continuité n'est qu'à peine entamée par la division en plusieurs mouvements, le terme de « mouvement » étant d'ailleurs impropre car l'auditeur ne perçoit de l'un à l'autre que des différences de tempo assez légères, ce qui risque même d'entraîner une confusion entre l'homogénéité et l'uniformité.

Le *Continuum* pour clavier reprend un peu le vieux principe de la toccata : une succession très rapide de notes brèves et égales destinées à chanter les doigts de l'exécutant. Au-delà de la variation sur le principe de la continuité, on ne peut pas s'empêcher d'ajouter que le clavier est amplifié, de considérer ce *Continuum* comme s'il s'agissait d'une œuvre électronique, où les battements aigus de certains sons graves deviendraient des rythmes et des harmonies : c'est comme un examen au microscope de ce qu'on entend que fugitivement d'ordinaire.

Cet aspect, qui l'emporte sur ce que le titre du morceau évoque directement, peut se retrouver, différemment traité, dans le *Concerto pour violoncelle* (1968) entendu quelques jours plus tard à Aix-en-Provence dans une interprétation remarquable, elle aussi (Nouvel Orchestre philharmonique, direction Gilbert Amy, soliste Wolfgang Boettcher) : parti d'un mi aigu du violoncelle qui se divise bientôt à travers l'orchestre en un *mi démolé* et un *fa*, c'est comme si l'on assistait à l'élargissement progressif d'un vibrato oscillant d'abord autour d'un demi-ton jusqu'à ce que le soliste, jouant dans le suraigu (par opposition au trombone et à la contrebasse, qui font entendre une vibration grave), on atteigne à une sorte de point limite, comme une bulle de savon qui grossit alors que son enveloppe devient plus transparente avant de se dissoudre tout à coup, pour reprendre l'image du compositeur dans sa présentation.

### Perpétuelle mouvance

Les deux pièces récentes pour clavier sont plus difficiles à situer dans l'évolution de Ligeti : à moins de se demander ce qui a pu séduire son imagination. Dans le *Hungarian rock*, c'est très évidemment la persistance d'un rythme presque mécanique sur lequel viennent se greffer des traits synopiques toujours imprévisibles. L'obstination rythmique devient une sorte de résistance à vaincre ; la seconde partie de la pièce, dont on disparaît les pulsions du rock'n'roll, est comme un souvenir de la première, curieusement plus « hongroise » alors que c'est peut-être une seule et même chose. La *Passacaglia hongroise*, sur le modèle de la passacaille classique, fait entendre non plus un rythme obstiné mais un motif calme et régulier qui se déroule imperturbablement par transposition en descentes successives, comme un centre de gravité toujours mouvant.

Cette fois encore on sent bien ce qui a pu intéresser Ligeti : non plus la continuité elle-même, puisque celle-ci découle automatiquement du principe choisi, mais la répétition continue comme moyen de mettre en valeur les variations infinies, comme le même objet sous divers éclairages, absorbé ou rejeté plus ou moins, selon leur couleur, les rayons lumineux.

Ce sont certaines choses comme cela, et bien d'autres encore, que le compositeur tentait d'expliquer d'une façon tantôt imagée tantôt austère aux stagiaires du Centre Acanthes, venus pour écouter analyses ses propres œuvres ou parler de son expérience personnelle tous les jours en fin d'après-midi du 18 juillet au 6 août.

GÉRARD CONDÉ

\* Discographie : Continuum : Philips 65 26889 ; Lontano et Requiem : Wergo 66615 ; Kammerkonzert : Wergo 66625.

## Études sur les « fonctions de l'art »

La dernière livraison de la revue *Actes de la recherche en sciences sociales*, que dirige Pierre Bourdieu, est consacrée aux « fonctions de l'art ». De ces fonctions, la principale, on le sait, est d'ordre social : les travaux de Pierre Bourdieu, de *L'Amour de l'art*, en 1966, à la *Distinction*, à paraître prochainement, expliquent par quel mécanisme la pratique culturelle sert à différencier les classes et fractions de classes, à justifier la domination des uns sur les autres.

Est-il possible à ceux qui en sont les victimes de résister aux effets de cette « violence symbolique » ? En étudiant avec minutie « le parti communautaire français et ses peintres », entre 1947 et 1954, époque où le réalisme socialiste, dont le chef de file était André Fougeron, fut le moi d'ordre officiel, Jeanine Verdès-Leroux indique comment la méconnaissance des règles de fonctionnement propres au champ artistique a conduit à des « naïvetés » et à des erreurs. Au nombre de celles-ci, « l'idée que l'art puisse être un simple appoint dans la lutte politique, qu'il soit dirigé par la classe dominante et qu'on doive lui opposer un art de classe, ou, plus simplement, qu'une instance extérieure puisse imposer sans médiation des valeurs artistiques ». Il est vrai que, entre « l'éclectisme sans rivages » et l'art militant, « la marge est étroite », note l'auteur. C'est bien toute l'ambiguïté de la politique culturelle prônée par le P.C. en 1978.

« Cette page d'un passé qu'il nous faut assumer avec une pleine lucidité critique n'est pas des plus glorieuses et certains ne pourront la lire sans tristesse », écrit dans *Humanité* du 27 juillet, à propos de cet article, Claude Prévoost, qui sait gré à Jeanine Verdès-Leroux de ne pas « exploiter ses découvertes dans des buts politiques, contre les communistes d'aujourd'hui ».

Les autres études réunies dans ce numéro constituent également un précieux apport à une sociologie de l'art — encore balbutiante.

Analysant l'accueil fait par ses contemporains à la célèbre peinture de Delacroix, la *Liberté guidant le peuple*, Nicolas Hadjinicolaou souligne que la presse gouvernementale s'est montrée, sauf exceptions, défavorable au tableau alors que l'opposition de gauche l'a défendu, en général, avec enthousiasme. Pourquoi ? C'est que l'œuvre de Delacroix, qui représente le « peuple » sous les espèces de la classe ouvrière, à l'exclusion de la bourgeoisie, propose une interprétation de la Révolution de 1830, conforme à l'idéologie républicaine, mais nettement opposée à celle du « juste milieu ».

Autres exemples de mise en relation de l'art et des classes sociales : Nathalie Heinich suggère que la fameuse phrase de Pascal sur la peinture (« Quelle vanité que la peinture qui attire l'admiration par la ressemblance des choses dont on admire point les originaux »), peut être considérée comme une dévalorisation des genres « mineurs » (peinture de genre dans le style des frères de Naïm ou natures mortes dans la tradition hollandaise) par opposition à la « grande manière » italienne, opposition qui recouvre un conflit entre deux fractions de la bourgeoisie ; et Rémi Lenoir montre, à partir d'un livre de Cyril Ehrlich sur l'histoire du piano, comment l'ascension de cet instrument, avant qu'il ne devienne lui-même l'enjeu d'une lutte entre deux générations de facteurs, correspond au déclin de l'aristocratie de cour et des pratiques musicales qui lui étaient associées.

Enfin, Albert Boime propose une étude sur « les hommes d'affaires et les arts en France au dix-neuvième siècle », qui éclaire l'évolution des goûts des classes dirigeantes.

Il n'est pas inutile de savoir que tous les goûts ne sont pas dans la nature, mais bel et bien dans les rapports sociaux. Telle est l'une des leçons de cet ensemble de recherches.

THOMAS FERENCZI

(\*) 54, boulevard Raspail, 75006 Paris. Prix : 20 F. Diffusé par les éditions de Minuit.

### SCIENCES

#### BIBLIOGRAPHIE

« Chercher » de René Dubin et Jean-Paul Egan

### « Antigone » dans le Bocage

## Les habitants de Bressuire ont pris le masque de la tragédie

Il faudra se souvenir de l'Antigone montrée sept fois à Bressuire dans les Deux-Sèvres à la fin de juillet. Pour diverses raisons. D'abord, au moins, à cause d'un tableau superbe au commencement du spectacle : ce moment où sortent de l'enceinte, vestige du château, montées allucinairement des caves, ou soudain surgies de derrière les murs, les quelques solitaires allouettes du chœur ont été là. Et sur la droite, devant les pierres sombres, il y avait un grand vieil arbre et sur le gauche, l'échappée vers le chemin, le dehors. Hors de Thèbes ? Et une lente et puissante procession a glissé, occupant cet espace entier, ni très large ni très long, comme errant.

Les habitants du royaume — eux, — les anonymes imaginés par Sophocle, comme pressés les uns contre les autres, sont ainsi passés doucement, le temps d'entraîner l'autre côté de la scène. Ils ont vu venir la dévouée d'Étéocle, celui des fils d'Édipe à qui seraient faites « d'imposantes et justes funérailles ». Ils apprendraient quel sort ignominieux leur roi Créon réservait à l'autre de ces enfants, damnés de la race de Laïos : le corps mort de Polynece serait livré à la voracité des oiseaux et des chiens, à la honte d'un trépas sans sépulture. Survint Antigone...

À l'arrivée de la femme, à l'instant où Antigone s'est mise à dire à sa sœur Ismène son dessein de révolte, la tragédie à magnifiquement annoncée est redevenue, à Bressuire, du théâtre normal. Un spectacle comparable à d'autres avec des choses mieux faites que d'autres vues ailleurs, avec aussi des défauts, bien réperçables, toutes qu'une lumière précisément trop « spectaculaire » soulignait.

Et, après avoir ressenti, comme une belle promesse trahie, ce qui émanait des images précé-

dentes, on en a un peu voulu à cet étrange, trop brusque, trop présent. Après la naturelle pénombre, cet excès de clarté calculé était aux costumes leurs couleurs extraordinaires et enfilait aux masques un peu de leur mystère. Or ces costumes n'étaient pas habituels et ces masques, tous différents, justifiaient, à eux seuls, qu'on aille à 80 kilomètres à l'ouest de Poitiers voir ce que proposait le Théâtre du Bocage et la population de Bressuire.

La réussite de la Geste paysanne II y a à quelques années, près de Parthenay, le succès enregistré par les habitants d'Alzavert lorsque, l'été passé, ils ont joué les Masarabes de Victor Hugo ont incité Jean-Paul Billecoq à impliquer à son tour sa troupe permanente le Théâtre du Bocage assure la programmation du Théâtre municipal de

Bressuire dans un « grand spectacle » populaire, c'est-à-dire avec les gens. Des gens qui ne demandent pas mieux, ou qui l'ayant « déjà fait » n'ont « qu'une envie : recommencer » (certains, cette fois, n'ont pas hésité à venir d'Alzavert situé à 30 kilomètres des répétitions).

Comme les précédents, édités les années précédentes par l'U.P.C.P. (Union pour la culture en Poitou), *Antigone* était également l'aboutissement d'un stage financé par le ministère de la Jeunesse, des sports et des loisirs, stage qui, favorisé aussi par la ville, le conseil général et même l'office municipal de la culture de Niort, a permis d'accueillir un groupe important de jeunes venus apprendre ou découvrir les métiers du théâtre, assurant, de fait, une « animation culturelle ».

### Comme une affaire de famille

Toutes ces précisions de caractère presque administratif paraissent fastidieuses, mais aident à définir l'esprit de ces réalisations collectives qui ont finalement peu à voir avec le théâtre amateur courant et qui n'ont rien d'aussi ambigu, que cette tempête « animation » dont on cherche encore, toujours, quelles en sont les règles et les frontières. Or il n'y a pas de « recettes », peut-être seulement des hasards. Hasards de personnes au bout du compte. Peut-être la « proddée » qui, dans la Poitou, réveille de bons souvenirs — l'enthousiasme, — et continue donc d'essaimer, est-il le bon ? Rien n'est moins certain. Le choix des « Ingrédients », et les subtilités délicates des « dosages » sont plus déterminants.

À Bressuire, par exemple, le lieu du château — romantique à souhait — convenait-il à la tragédie grecque, à sa toile ? Pourtant, on se décide à mettre en scène Antigone dans une

sous-préfecture de quinze mille habitants, Jean-Claude Billecoq a eu raison. Il a prouvé, ce qu'il voulait, la possibilité de faire voir « cela ». Sophocle, à tout le monde : huit cents personnes chaque soir, sept fois de suite, faisaient silence dans les gradins : l'attention captivée. Dès lors, il ne faut plus juger avec les mêmes critères ni arguer trop sur l'adéquation du lieu au sujet. Alors le trop visible, les lumières, leur durée par instants, n'ont plus d'importance : ne fallait-il pas aussi que les stagiaires apprennent le maniement des éclairages ? Allait-on leur dire en fin de répétitions que tout serait mieux avec à peine un ou deux modestes projecteurs ?

En revanche, parmi les comédiens, il y avait peut-être un trop forte proportion de gens du métier, surtout parmi les personnages principaux. Jean-Claude Billecoq tenait lui-même, et bien, le rôle de Créon. Il faudrait citer le jeune Jean-

Pierre Polisson — Hémon, — s'agisse bien prêt de savoir être davantage qu'un « occasionnel », et encore Domin Naulaux, en messager, non professionnel, de la région. On ne devrait pas oser de noms — il y en aurait au moins cent, cent cinquante peut-être et plus si l'on compte les bénévoles assurant avant et après le spectacle toutes sortes de tâches de façon telle que l'on a le sentiment d'une affaire de famille, d'une communauté retrouvée. Il fallait écouter leurs conversations. Voir leurs sourires.

En gros, le chœur était composé de trois chœurs, mais surtout d'une chorale locale de quarante personnes, dirigée par Charles Billy et qui intervenait à point donné sur une musique écrite pour le spectacle, au fil des répétitions, par Dominique Dupont. Les instrumentistes étaient en scène, ce qui est souvent mieux qu'une bande-son.

Où, tout était préparé avec soin, le travail était propre, réfléchi. Et les gens du Bocage peuvent être contents. Tous ceux qui avaient ou joué ou chanté voulaient, après la dernière représentation, emporter avec eux leur masque : « On s'y est habitués, disait l'un. « Je ne vais pas laisser ma tête dans les placards du théâtre, surtout l'autre, de l'achetier, s'il faut. » On leur répondait que non, que ça pouvait « rassurer ». Quatre-vingt visages de papier mâché, modélisés à l'antique, avec pour les yeux ces trous vides des statues qui ont un regard, avec leurs sourires ou leurs moues. Signés Chantal Dauchez. C'est Lisa Bertrand et Françoise l'Homédet qui ont dirigé l'atelier des costumes, les gens de Bressuire ont cousu, taillé dans des étoffes teintes dans tous les tons du rose, de l'ocre, du marron clair. Les habitants paysans ne savent pas tout l'art du dégradé et les règles de l'harmonie des couleurs.

MATHILDE LA BARDONNIE

**iques, norta**

**CHERCHER**

de René Dubin et Jean-Paul Egan

**LES BUREAUX**

sur votre ordinateur

0751 271 1649



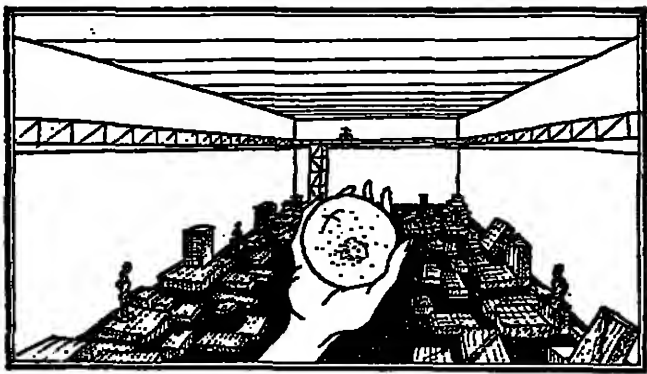








## une sélection



« Citizen Kane » vu par Bonnaïté

## cinéma

## LE FILM ÉTOUFFÉ A ALÈS

Jusqu'au 14 août, pour la première fois, Alès accueille les films « géants » que personne ne veut distribuer, mais que beaucoup aimeraient voir. Une trentaine de courts et de longs métrages sont en compétition, et ceux qui seront primés par le public et un jury de professionnels (Bernadette Lafont, Jean-Pierre Chabrol, Alain Robbe-Grillet...) pourront être distribués dans des cinémas parisiens et de province.

## LES PRODUCTEURS DE MEL BROOKS

Un nostalgique SS sur un toit, les sous-sols du show-business, le comique sauvage de Mel Brooks déchaîné, et comment faire fortune sur Broadway en cherchant à tout prix le flop, ou comment exploiter les conduites d'échec pour faire rire. A voir, à revoir.

## LE CRI DE MICHELANGELO ANTONIONI

L'autodestruction progressive d'un homme simple qui s'enferme dans

son chagrin de l'amour perdu. Une aventure de la souffrance, sans un rayon de soleil.

## CEDDO DE SEMBENE OUSMANE

Le récit du refus africain à l'oppression religieuse étrangère, au dix-septième siècle. Interdit au Sénégal, c'est une œuvre majeure, à la fois historique et politique, destinée à la plus large audience.

Buck Rogers au vingt-cinquième siècle, de Dan Haller : moins impressionnant que drôle, un retour de la science-fiction aux sources de la comédie américaine. The Kids are alright, de Jeff Stein : retrouvailles mouvementées avec les Who. Les Géants d'Hollywood, aux cinémas Olympia : après Ella Kazan et Robert Rossen, voici Orson Welles et Fritz Lang. Hommage à Jean Renoir, à l'Action République : une étonnante modernité à redécouvrir à travers une vingtaine de films. Ben-Hur, de William Wyler : le grand spectacle de Charlton Heston. Corps à l'État (gitanes) : le 15, à 21 h. : gala de clôture.

son chagrin de l'amour perdu. Une aventure de la souffrance, sans un rayon de soleil.

drame, avec Nicolas Silberg et Hélène Surph, à voir également dans les Belles Mânières, de Jean-Claude Guillel. Au bon vieux temps des maisons closes, de Matjaz Klopčič : images baroques et romantisme ténébreux. Festival Wim Wenders : un des réalisateurs allemands les plus originaux en cinq films.

## théâtre

## AIGUES-MORTES, MARTIGUES ET LA LOIRE

Avignon a retrouvé son calme, mais, si Paris reste en sommeil, le théâtre tient encore sa place dans quelques festivals : AIGUES-MORTES, le Théâtre populaire des Cévennes accueille la Double Inconstance, de Marivaux, et choisit de faire rire avec le Dragon, de Schwarz, et une adaptation du Roman comique, de Scarron ; à MARTIGUES, des gens travaillent toute l'année pour maintenir une vie artistique et rassemblent, dans la première quinzaine d'août, des concerts, des troupes locales et occitanes. Enfin, contrairement aux autres, le Centre dramatique des pays de la Loire ne prend pas ses vacances en été, tourne dans la région, participe au Festival de La Baule avec Mœre, dans la cathédrale, de T.S. Eliot, Mœre et Henri IV, de Pirandello.

## DIX-NEUVIÈME FESTIVAL DE SPA

La ville d'eau tranquille de Belgique abrite, depuis dix-neuf ans, un festival organisé par le Théâtre national de Bruxelles, qui présente des œuvres classiques et contemporaines (le Balade du grand meuble, de Ghelderode, le Testament de Lénine, de Robert Bolt, notamment). Du Feydeau, du Dario Fo, du Neff Simon, des Dames du jeudi, de Lohé Beilon, et un invité exceptionnel, Ronny Couteur, avec ses Belges histoires (087-77 2200).

## musique

LES PROPHETIES DE LASSUS On a toujours aimé découvrir chez les compositeurs du passé certaines audaces prémonitoires

pour caillouner les hardesses du présent, de même qu'on accorde souvent plus d'intérêt aux nouveautés qu'aux autres. Même sans cela, Roland de Lassus (1532-1594) serait un compositeur assez inspiré pour qu'on se souvienne de lui, mais en écrivant sa Prophétie des sibylles, il a signé sans le savoir un pacte avec le vingtième siècle : en douze pages brèves, il explore tout l'espace chromatique, ose les dissonances harmoniques et les modulations les plus insaisissables. C'est cette œuvre étonnante, ainsi que d'autres de Gabrieli, Lechner et Ockeghem, que présentera le Vokalensemble de Marburg le mardi 14 août à 18 h. 30 et à 20 h. 30, à la Sainte-Chapelle.

## DES PIANISTES, D'ANTIÈRES AU MONT SAINT-MICHEL

De tous les instruments, le piano est sans doute le plus difficile à déplacer, mais, comme paradoxalement les pianistes sont de grands voyageurs, on les retrouvera un peu partout et, entre autres, Y. Boukov à Antibes le 9 août, S. Richter à Menton le 10 août, le duo Billard et Azals au Mont Saint-Michel le 11 août, T. Vesary avec l'Orchestre de Monte-Carlo le 15 août, et M. d'Alberto à l'Hôtel Continental, à Paris, le 16 août. Une exception cependant, G. Kremer préfère le violon, mais il en joue si bien qu'on ne manquera pas d'aller le découvrir à Antibes le 16 août.

## LE BARBIER DE SÉVILLE A BASTIA

Une expérience originale est tentée cet été à Bastia et dans le département de la Haute-Corse. Ainsi, une conception entièrement nouvelle du Barbier de Séville, de Rossini, monté en cours d'année à Paris, sera présentée les 11 et 12 août au Palais des Gouverneurs de Bastia. Inspirée du banquet antique, cette conception envisage l'orchestre sur scène avec les musiciens installés en tant qu'acteurs à part entière, personnages de la commedia dell'arte. La mise en scène est confiée à Eric Kruger et la direction musicale à Robert Girolami. L'orchestre est composé exclusivement des jeunes lauréats du Conservatoire de Paris.

L'orchestre de chambre tchèque au Mont-Saint-Michel (vendredi 10 août), les Saisons de Haendel, et Parsifal de Wagner, à Orange (les 10 et 11 août) ; création des

Chevelures du temps de Henri Pousset et Michel Butor, le 11 août à la Sainte-Baume. Trio Tortelier au Festival de Comminges (lundi 13 août). Requiem de Mozart, à Bastia (mercredi 15 août). Ensemble Musica da Camera de Prague, à Colmar (jeudi 16 août).

## expositions

## DORAZIO, BARRÉ, GALLIEN, GARBE, CHRYSSA, PIERRE LOEB, DOISNEAU. AU MUSÉE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS ET À L'ARC.

Plusieurs expositions du Musée d'art moderne de la Ville de Paris et de l'ARC, sa salle expérimentale, font de cette maison de l'avenue du Président-Wilson dont on rénove les façades un musée où l'art contemporain se découvre dans la tranquillité des mois d'été. D'abord avec un peintre venu d'Italie. Dorazio est un éblouissant arrangeur de couleurs pimpantes et de formes renouvelées de tableaux en tableaux. Sa peinture est un feu d'artifice de plus, superbement réalisée. Bien connu en Italie, il l'est peu en France, à tort. Autre peinture abstraite, plus absolue celle-ci, plus retenue et plus conceptuelle, faite de larges parallèles noirs en diagonales sur fond de toile écorée : l'œuvre de Martin Barré est avare de variations en formes et en couleurs. Y dominent le noir et le blanc, et parfois le rose y émerge en transparence.

À côté, l'invention surréaliste d'un artiste oublié : A.-P. Gallien, et plus loin les œuvres récentes de Chryssa et un hommage à Garbell, peintre d'expression et de sensualité.

Au centre du musée, l'aventure de Pierre Loeb : une vie de marchand d'art et d'ami des artistes, durant laquelle il avait vu passer dans son échoppe le plus clair de l'art moderne de son époque. Évacuation fervente. Et pour finir, la photographie de Robert Dolan, tranches de vies saïsses au vol, en noir et blanc.

## A NICE : LA PEINTURE RELIGIEUSE A VENISE AU MUSÉE CHAGALL

La vocation du Musée message biblique Marc Chagall, illustrée par

des peintures vénitennes des seizième et dix-septième siècles d'inspiration religieuse, empruntées aux collections des musées de France.

## CHERS MAÎTRES ET CIE GALERIE DES POUCHETTES

Quelque cent cinquante peintres et sculpteurs, du Second Empire à la Belle Époque, pour la plupart sortis des réserves des musées de France.

## FLUXUS AU MUSÉE D'ART CONTEMPORAIN

A 100 mètres de là, une autre galerie d'exposition des musées de France propose une vue sur l'art contemporain. Un anti-art, qui a pris le nom de Fluxus International.

## EX-VOTO DE PROVENCE À LA CHARTREUSE DE LA VERNE

Des ex-voto du terroir provençal à la chartreuse de la Verne, dont l'austérité avait saisi la gorge Maupassant lors de son voyage « Sur l'eau », ici, la piété populaire, là, une mystique de moine la plus exigeante.

## MIRO A SAINT-PAUL-DE-VENCE

La Fondation Maeght a fait place à Miro pour l'été : Miro, qui, par ses œuvres, habite les lieux depuis leur création, il y a quinze ans.

## NICOLAS MIGNARD AU PALAIS DES PAPES D'AVIGNON

Lire notre article pages 10-11.

## DAUMIER A MARSEILLE ET A MENTON

A Marseille au musée Cantini, les peintures et les dessins de Daumier ainsi que ceux de ses amis républicains : Millet, Courbet, Corot... Et à Menton sa sculpture.

## jazz

## LUTHER ALLISON A LA CHAPPELLE DES LOMBARDS

Le bluesman de la nouvelle génération, celui qui est né avec le rock, est de retour à Paris pour ceux qui ne fuient pas la capitale aux dates folkloriques des 14, 15 et 16 août.

## Les festivals de province

## AQUITAINE

## LE FYLA (Séminaires musicaux)

Chapelle du Saint-Esprit, le 8, à 21 h. : M. Debost, M. Nordmann (Dussek, Bach, Chopin, Haendel, Spohr) ; le 10, à 21 h. : I. Drenkov (Chopin, Scriabine, Schumann, Bartók).

## SAINT-EMILION (Animation 79)

Douces du palais Cardinal, le 14, à 21 h. 30 : Ravi Shankar.

## AUVERGNE

## HERISSON-CHATELOU (Festival de musique en Bourbonnais)

Le 12, à 16 h. 30 : Trio Fontanarosa (Beethoven, Mozart, Mendelssohn) ; le 15, à 18 h. 30 : A. Quetfleur, P. Angoul (Tartini, Debussy, Franck).

## BOURGOGNE

## CLUNY (Grands Heures de Cluny)

Eglise Notre-Dame, le 11, à 21 h. : O. Boule, R. Martinet, D. Pannetier (Bach, Pader Soter, Viraldi).

BOUSSY-VALENTIN (XXI<sup>e</sup> Festival des Nuits de Bourgogne)

Château, Orchestre J.-P. Pallard, dir. J.-P. Pallard (Haendel, Mozart, Leclair, Debussy, Rameau).

## BRETAGNE

## QUIMPER (Séminaires musicaux)

Théâtre municipal, le 8, à 21 h. : M. Lee, B. Kuyven (Duparc, Nourissorgue, M. Lee, Schubert, Ravel).

## DOLE-BRETAGNE (Festival d'orgue)

Cathédrale, le 10, à 21 h. : O. Pierre.

## SAINT-PIERRE DE QUIBERON (Festival de musique)

Eglise, le 9, à 21 h. : E. Wilson et M. Tizon ; le 10, à 21 h. : J. Willan.

## SAINT-LUNAIRE

Eglise, le 8, à 20 h. 45 : A.-M. Barot, Ph. Hochler.

## CENTRE

## ANBOISE (Festival d'orgue)

Collégiale Saint-Denis, le 8, à 21 h. : D. Villat ; le 14, à 21 h. : P. de Kergommar.

MONTAIGNE (VII<sup>e</sup> Festival mondial du folklore)

Quartier Maréchal, le 11, à 21 h. : Ensembles Purcell, Ensembles Anadol Topiluglu et Mahter, d'Istanbul.

## LE POISSON (Fête en Lait-et-Cher)

Château de Chausseport, le 11, à 21 h. 30 : La vie est un songe.

## LANGUEDOC - ROUSSILLON

AIGUES-MORTES (XX<sup>e</sup> Festival)

Théâtre des remparts, les 10 et 13, à 21 h. 45 : Le Dragon (les 8, 12 et 15, à 21 h. 45 ; le Bonhomme comique ; les 6 et 13, à 18 h. 30 et le 15, à 21 h. : le Voyage extraordinaire).

## SAINT-GILHEM-LE-DESSERT (Saison musicale)

Eglise, le 8, à 21 h. : Trio Borodine (Brahms, Beethoven, Schubert) ; le 15, à 21 h. : Orchestre de musique de chambre de Fribourg (Grieg).

SETE (XX<sup>e</sup> Festival de la mer)

Théâtre de la mer, les 8 et 9 : l'Alcade de Zolanes ; le 14 : le Marchand de Venise ; le 16 : Ravi Shankar.

## CASTELNOU

Le 13 : D. Varano.

## VILLEVIEILLE (Séminaires musicaux)

Château, le 8, à 21 h. 15 : Quatuor Via Nova (Schubert, Beethoven) ; le 9, à 18 h. : J. Moullère, dir. J. Cohen ; le 10, à 21 h. 15 : Orchestre de chambre J.-P. Pallard (Mozart) ; le 11, à 21 h. 15 : Orchestre de chambre J.-P. Pallard (Mozart, Solidier, Franck).

## CHAPPELLE SAINT-JULIEN-DE-SAINTE-OLIVE

le 9, à 18 h. : J. Moullère, J.-P. Sabourat (Mozart, Bartók, Prokofiev) ; le 11, à 18 h. : N. Lindblad, J. Pontot ; le 12, à 18 h. : M. Nordmann.

## LORRAINE

## RENNESMONT (Festival d'orgue)

Abbatiale Saint-Pierre, le 10, à 21 h. : P. Ramon, J.-M. Louchart.

## MIDI - PYRÉNÉES

## ALBI

Palais de la Berbie, le 8, à 21 h. 30 : Tom Jones ; le 9, à 21 h. 30 : M. Villat ; le 14, à 21 h. : P. de Kergommar.

## CORDON-SUR-CIEL

Eglise Saint-Michel, le 11, à 21 h. 30 : A. Pagani.

## GOURDON-EN-QUEYR

Eglise Saint-Pierre, le 11, à 21 h. : Collegium Musicum d'Aquidaine, dir. M. Mourou, sol. Ph. Lefebvre (Vivaldi, Haendel, Mozart) ; le 15, à 21 h. : Orchestre symphonique de musique vivante (Guena, dir. M. Mourou (Beethoven, Verdi).

## GRAMONT (Festival international de musique)

Eglise, le 8, à 21 h. 30 : Les Javies ; le 12, à 21 h. 30 : Trio de France (Mozart, Brahms, Saint-Saëns) ; le 14, à 21 h. 30 : Ensemble Monteverdi de Paris (Monteverdi, Fracastoro).

PRADES (XXVIII<sup>e</sup> Festival)

Eglise Saint-Michel-de-Cuxa, le 8, à 21 h. : M. J. P. Orchestre de chambre de Stuttgart (Bach, Mozart) ; le 10, à 21 h. : Curandeu, Heriche, Lethic, Toulou, Weber (Beethoven, Bach, Messiaen).

SAINT-BERTHOND-DE-COMMINGS (VII<sup>e</sup> Festival)

Eglise Saint-Just-de-Valebrière, le 10, à 21 h. : F. Bonart (Dupré, Montan, Bach) ; le 13, à 21 h. : Trio Tortelier (Schubert).

COLOGNE-DU-GERE (VII<sup>e</sup> Festival)

Le 10 : Ensemble orchestral de Paris, dir. J.-P. Waller.

## TOULOUSE (De messidor à vendémiaire)

Cloître des Jacobins, le 8, à 21 h. : Riquier, Morton, Alonso, Ortiz, Vanquere, Trombino, Bonnell, Marzotto, Swellenc, Locke, Caccia, Bernardi).

## NORD - PAS-DE-CALAIS

## (Festival de la Côte d'Opale)

## BOULOGNE

Casino, le 15, à 21 h. : Pasaden Roof Orchestra.

## BERCK

Palais des Sports, le 13, à 21 h. : Gracino Altwright.

## CALAIS

Théâtre, le 11, à 21 h. : Luther Allison.

## LE TOUQUET

Palais de l'Europe, le 14, à 21 h. : L. Givis, F. Barillet.

## NORMANDIE

(VII<sup>e</sup> Festival des soires de Normandie)

## BAYEUX

Cathédrale, le 8, à 21 h. : Maîtrise de la cathédrale de Chichester

## BERNARD-SUR-MER

Le 16, à 21 h. : G. Caltra.

## OUSTREHAM

Eglise, le 11 : M. Chavretton, J.-M. Alvarez (Leclair, Spohr, Wianawski, Ravel, Stravinski).

## GENETS

Préau, le 10, à 21 h. : Orchestre de chambre de Tébécoulova.

## SAINT-PIERRE-SUR-DIVES

Eglise abbatale, le 11, à 21 h. : le 12, à 11 h. : Maîtrise de la cathédrale de Chichester.

## PAYS DE LA LOIRE

## QUERZAND

Collégiale, le 10, à 21 h. : G. Luitze (Bach).

## POITOU - CHARENTES

## OLBON

Dolus, le 8, à 21 h. 30 : Ensemble vocal de Verneuil, M. Bouteux ; le 15, à 21 h. 30 : L. Robillard.

## SAINT-PIERRE, GIRONDE

le 9, à 21 h. 30 : Orchestre de chambre de Saint-Pierre, le 10, à 21 h. 30 : Marionnettes d'Europe, le 10, à 21 h. 30 : Saint-Georges, le 10, à 21 h. 30 : Ensemble vocal de Verneuil, dir. Ph. Bouteux, le 12, à 21 h. 30 : Saint-Trojan, le 12, à 21 h. 30 : G. Ferrat, R. Debost.

## CONFOLENS

(XXI<sup>e</sup> Festival folklorique du monde) Salle du Festival, le 11, à 21 h. : France, Belgique, Portugal ; le 12, à 21 h. : France, Tchécoslovaquie ; le 13, à 21 h. : France, Egypte ; le 14, à 21 h. : Union soviétique ; le 15, à 21 h. : France, Colombie ; le 16, à 21 h. : France, Mexique.

## PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR

## CAREY-LE-ROUET (Heures musicales)

Eglise, le 10, à 21 h. : Harmonie Hanneux (Bach, Mozart, Tchaïkovski, Liszt, Scriabine, Gorch-Sunny).

## CHATEAUVAULON

Amphithéâtre, le 8, à 21 h. 30 : Cl. Nougère ; le 14, à 21 h. 30 : Cimacora, reggae ; le 16, à 21 h. 30 : Chants et danses de l'ensemble folklorique de Gascogne ; le 12, à 21 h. 30 : Ballet de Trinidad, carnaval des Caraïbes.

## CAP-D'AIX

Le 13 : V. Duchet.

## LOURMARIN

Château, le 8, à 21 h. 30 : E. Reuch.

## MENTON

(XXI<sup>e</sup> Festival de musique) Palais Saint-Michel, le 8, à 21 h. 30 : Victoria Postnikov, G. Boldestvenki ; le 13, à 21 h. 30 : Orchestre régional Provence-Côte d'Azur, dir. Ph. Bender, sol. Ph. Bonanrossa (Beethoven) ; le 15, à 21 h. 30 : Quatuor Vergh (Beethoven, Schubert).

## NICE

## (Concerts-séminaires)

Monastère de Cimiez, le 10, à 21 h. : Association symphonique de chambre de Paris, dir. F. Quastrol, sol. A. Rosand, P. Thibaud (Mendelssohn, Ravel, Stravinski).

## ORANGE (Chorégie)

Eglise Notre-Dame, le 8, à 21 h. : P. Schreier, E. Nougère, Formation de chambre du Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France (Bach) ; le 9, à 21 h. : Formation de chambre du Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. V. Negri (Vivaldi, Scarlatti), sol. E. Mathis, M. Zakal.

## THÉÂTRE ANTIQUE, le 10, à 22 h. : Orchestre et Chœur de l'Opéra de Munich, dir. W. Sawallisch, sol. E. Mathis, P. Schreier, M. Talvela (Haydn : les Saisons) ; le 11, à 22 h. : Orchestre et Chœur de l'Opéra de Munich, dir. W. Sawallisch, sol. L. Swann, P. Hoffmann, M. Talvela, S. Nougère (Wagner : Parsifal).

VAISON-LE-ROMAINE-CAPIENTRAS (XXVII<sup>e</sup> Festival)

Capentras, Théâtre de plein air, le 10, à 21 h. 30 : Joëly Norman ; le 11, à 21 h. 30 : Joëly de Trinité.

## VAISON-LE-ROMAINE

Théâtre antique, le 10, à 21 h. 30 : Chœur et danses de l'ensemble folklorique de Gascogne ; le 11, à 21 h. 30 : Byron Jank (Mozart, Prokofiev, Chopin) ; le 12, à 21 h. 30 : Concert franco-yougoslave.

## VALBOISNE - SOPHIA - ANTIPOLES

Amphithéâtre, le 8, à 21 h. 30 : Orchestre régional Provence-Côte d'Azur, dir. Ph. Bender, sol. G. d'Aix, dir. Ph. Bender, sol. G.

## TACHOUB, E. Krivine (Beethoven, Mozart).

## LE VIGAN (Festival du Vigan)

Les 11 et 12, ballets : Danseurs de l'Opéra de Paris et solistes de Valenciennes.

(XXII<sup>e</sup> Festival de Provence)

## BANDOL

Eglise, le 13, à 21 h. 15 : J. Rochel, A. Raymond (Bach).

## OLLIVILLERS

Eglise Saint-Laurent, le 10, à 21 h. 15 : R. Mollat, L. Sianez (Mozart, Rilla, Bach).

## RHONE - ALPES

LES CARROZ (VIII<sup>e</sup> Festival)

Le 11, à 21 h. : M. Trigue (Couperin, Mozart, Franck, Bach) ; le 13, à 21 h. : Quatuor instrumental de Paris (Del Abaco, Marais, Haydn, Couperin, Telemann, Rameau, Bach) ; le 15, à 21 h. : la Bandada de Thomon.

SAINT-DONAT (XXVII<sup>e</sup> Festival international J.-S. Bach























# ANNONCES CLASSEES

	la ligne	la ligne 12
OFFRES D'EMPLOI	51,00	50,00
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,71
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	93,00	111,72

	la ligne	la ligne 12
ANNONCES ENCAISSEES	30,00	35,28
OFFRES D'EMPLOI	7,00	8,23
DEMANDES D'EMPLOI	23,00	27,06
IMMOBILIER	23,00	27,06
AUTOMOBILES	23,00	27,06
AGENDA	23,00	27,06

REPRODUCTION INTERDITE

## emplois internationaux

**SOCIÉTÉ INTERNATIONALE D'ORGANISATION ET D'INFORMATIQUE**  
filiale d'un grand établissement financier français  
recherche pour séjours résidentiels dans pays en voie de développement

## INGENIEURS grandes écoles

DEBUTANTS —  
OPTION INFORMATIQUE DE GESTION

Formation complémentaire assurée.

Adresse: a.v. détaillé, photo et prétentions s/réf. 3163 à Axial Publicité, 91, Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, qui transmettra.

## emplois régionaux

### Maintenance Industrielle Lyon

Notre entreprise conçoit, construit et livre des ensembles industriels de très grandes dimensions. Le nombre d'unités réalisées, les projets actuels et nos perspectives à court et moyen terme impliquent un considérable développement de la Division Maintenance. C'est pour la renforcer et mettre en place ses futures structures d'encadrement que nous souhaitons recruter un

### Responsable d'Intervention

Cet ingénieur coordonne l'ensemble des opérations de maintenance d'une ou plusieurs installations. Il définit les besoins, mobilise les services internes et les sous-traitants, et plus généralement organise et planifie les opérations. Il entretient en outre des contacts avec les clients et différents organismes extérieurs. Intervenant sur des opérations d'ordres très divers, il a une formation et une expérience (5 ans ou moins) polyvalentes (mécanique, tuyauterie, électricité). Il a si possible acquis cette expérience sur des chantiers faisant appel à de nombreux fournisseurs. Prévoir des déplacements fréquents et de courte durée sur les sites. Merci d'adresser candidature et C.V. sous la réf. 77167 M/LSJ à HAYAS CONTACT - 156, bd Haussmann - 75008 PARIS.

**ASSOCIATION ORRAG**  
recrute pour ses établissements  
**I.O.R. MACANAN et I.M.E. NAZARETH**  
**DIX EDUCATEURS SPÉCIALISÉS**  
à compter du 4 septembre 1979  
Paire acte de candidature et C.V. à M. le Directeur  
I.M.E. NAZARETH, 238, rue Saint-Germain  
33082 Bordeaux cedex - Tél. (50) 96-18-65.

Laboratoire de recherche  
électromécanique implanté à  
BESANCON cherche  
**INGENIEUR**  
spécialisation informatique,  
scientifique, micro-processeurs.  
Des. obligat. militaires. Entree  
immédiate. Envoyer C.V. man.  
et photo à PUBLITE MO-  
DERNE, 60, Grande-Rue, 25000  
BESANCON n° 28788.

**ANNONCES CLASSEES**  
**TELEPHONEES**  
**296-15-01**

## offres d'emploi

**GROUPE DE PRESSE**  
recherche pour son département d'études et d'information sur les structures et les activités des sociétés financières et industrielles,  
**REDACTEURS-ANALYSTES FINANCIERS**  
avec sérieuse formation économique complétée par une expérience professionnelle des secteurs bancaires, organismes financiers, service d'analyse financière, etc.  
Adr. candidature avec réf. à S.G.P., 13, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>.

### LABORATOIRE CENTRAL DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

INGENIEURS  
DEBUTANTS OU CONFIRMÉS

Pour études et réalisations nouveaux systèmes :  
Transmission - Réception - Navigation - Guidage  
Simulation - Codage - Traitement du signal.  
Nationalité française exigée.  
Boite postale 40 - 78140 VILLEJAY-VILLACOURT.

## offres d'emploi

**COLLABORATEUR** très grand standing pour contacts haut niveau. Ecrire M. DELBARD, 149, r. Saint-Honoré, 75001 Paris.  
L'Etat offre des emplois stables bien rémunérés à toutes et tous av. ou sans diplôme, consultez la revue FRANCE-CARRIERES (D. 10), B.P. 400-09 Paris (documentation gratuite téléphonique).

### INFORMATIS

pour faire face à son expansion recherche pr ses départements (logiciel de base - Applications Industrielles (Process - Control) et Systèmes de télécommunication).  
**INGENIEURS LOGICIELS**  
maintenant l'un des systèmes MIRA 15/15 - Solar - PDP 11. Nous offrons de réelles possibilités de promotion, pr éléments de val. 26, rue Daubenton, 5<sup>e</sup> - 337-99-22.

## secrétaires

**URGENT**  
**REGIE PUBLICITAIRE**  
quartier CHAMPS-ELYSEES

### STENOGRAPHE

aimant les contacts téléphoniques, apte à assurer petit secrétariat.  
Avantages sociaux, restaurant d'entreprise.  
Se présenter  
**REGIE PRESSE**  
Service du Personnel (4<sup>e</sup> étage)  
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris  
(métro Sèvres) ou téléphoner pour rendez-vous  
233-44-21, poste 319.

### demandes d'emploi

Jacques FINE, 4 ans expér., ch. place stable, comptable ttes déclarations fiscales, sociales et bilans. Cartier du proximit. Libre immédiatement - 637-67-39.  
J.K. 27 ans, comptable, 2 a. exp. probat. DECS en cours, rech. poste similaire.  
Ecr. à 1522, « Le Monde » Publ. 5, r. Italiens, 75002 Paris ced. 08.

### CADRE CIAL CONFIRMÉ

Horiste de terrain, 3 branches : commerce, profession, industrie, prod. de conditionnement et d'emball., matériel, étiquet et impression, rompu aux méthodes de travail dans 58 multination. de 1<sup>re</sup> force (recrutement, direct. personnel, équipe de vente, animation, gestion, marketing, budget) rech. poste responsable de 50 à 100 agents. Exp. 15 ans. Sud-Est. Sud-Ouest. Libre imméd. Ecr. à 014-800 M, Regie-Presse, 15 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

### travail à domicile

### Demande

Dactyle : je tape vos thèses, manuscrits, etc. Travail très soigné, cré. assurée. 337-04-47.

### information divers

### CENTRE D'ESTHETIQUE

Tous soins du corps visage

### RELAXATION

296 69 87

### LE CABINET MEDICAL

**MEDECINE ET PSYCHOLOGIE**  
à domicile pour tél. : 563-74-91.  
Consultation tous les après-midi pendant le mois d'août.

### occasions

Liquide : répondeur tél. mach. écr. IBM, calcul. photocop., applicat., dictaphone. 246-20-46.

### A SAISIR

pour acheteurs rentrée plans droits et à queue neuve et occasion, très récents, avec tous crédits, garantie, service après-vente.

### livraison

**DANIEL MAGNIE PIANOS**  
50, rue de Rome, Paris 8<sup>e</sup>  
Tél. 522-21-74

### automobiles

### divers

**CITROEN NEUVES d'EXPO**  
PRIX DE MARS 79

### VISA - GS - CX

Tél. 675-15-04 - 675-21-81

### location

### sans chauffeur

**LOUEZ 505 30 MOINS**  
CHER  
EXPRESS-ASSISTANCE  
504-01-30

### perdu-trouvé

1.000 F (100.000 A.F.) rec. à qui trouvera chienne noire, taille moy., pelle longs oreilles. Ecr. à Bussac Courville, 16000 Jarnac, ou tél. (45) 94-74-42.

**Budget publicité Ford :  
200 Millions de dollars.**  
**Budget publicité Monsieur Martin :  
200 F.**  
**Les deux sont efficaces.**

Un constructeur qui veut vendre des voitures neuves fait de la publicité.

Un particulier qui veut vendre sa voiture d'occasion en fait autant.

A une échelle plus modeste.

L'Annonce Classée, (ou petite annonce), c'est la forme la plus économique de publicité.

Elle permet à chaque Français de faire savoir qu'il recherche ou qu'il propose quelque chose : une voiture, un toit, un emploi... ou une commode Louis XV.

Elle est d'autant plus efficace qu'elle est bien rédigée et bien diffusée.

Pour cela, il existe des spécialistes : les agences agréées qui assurent - au même prix qu'au journal - la réception, la rédaction et la diffusion des Annonces Classées.

## SNPAC

Syndicat National des Publicitaires en Annonces Classées  
163, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS

Lettré des agences adhérentes sur demande.

## L'immobilier

### appartements vente

### appartements vente

#### 3<sup>e</sup> arrdt.

**MARAI**  
Bel Hôtel du XVIII<sup>e</sup> restauré du studio au 6 pièces  
S.F.P.C.I. (Groupe S&L)  
Tél. 272-53-40 - 271-72-80

#### 5<sup>e</sup> arrdt.

**MONGE** Petit 3 P.C.E. cuisine, salle d'eau, calm. sur verdure, 360.000 F - 535-56-92.

#### 6<sup>e</sup> arrdt.

**GOBELINS ATELIER de CARACTERE**  
Grande baie, cheminée, cuisine - 2 chbres, 6 bains, BALCON. CALME. 440.000 F - 724-36-17.

#### 10<sup>e</sup> arrdt.

**PART.** vd 12, r. de Lancry, métro République, imm. P. de T. cab. cour, calm., 1<sup>er</sup> étg. 2 p. cuis., s. eau, entrée, petit débarras, cave et chaudière au 6<sup>e</sup> étg. Remis à neuf. Pour infos, tél. 3 M. Germain av 781-16-18.

#### 12<sup>e</sup> arrdt.

**DAUMESNIL** petit place 4-5 P., standing, 4<sup>e</sup> étg. et jard. box, 685.000 F - 344-43-47.

#### 16<sup>e</sup> arrdt.

**AV. RAPHAEL**  
Imm. gde classe. Particulier vd directement l'acheteur 4-5 P., 210 m<sup>2</sup>, large et gd baic, soleil, 2 baic, 2 studios serv., 2 park. 3.500.000 F. milid, solr, 504-02-32.

#### 17<sup>e</sup> arrdt.

**17<sup>e</sup> - IDEAL PLACEMENT**  
**SACRIFIE** Bel immeuble 4 étages  
Boutique + Studio LIBRES  
3 APPTS 45 m<sup>2</sup> et confort  
URGENT - Prix 490.000 F  
Tél. le matin : 255-75-42

#### 18<sup>e</sup> arrdt.

**AV. JUNOT**  
EXCEPTIONNEL 140 m<sup>2</sup>  
luxeusement aménagé sur  
3 niveaux, 11 ch. Prix justifié.  
785-47-11, après 19 h.

#### 78<sup>e</sup> - Yvelines

**LE VESINET R.E.R.**  
250 m<sup>2</sup> habitables, vaste séjour,  
3 chambres, sur 1.200 m<sup>2</sup>,  
1.250.000 F - 745-33-72.

#### 92

### Hauts-de-Seine

**NEUILLY TERRASSE**  
PLEIN SUD  
Appart. de charme pour artiste  
AVEC ATELIER PEINTRE  
+ réception, 23 chbres, park.  
SAINT-PIERRE - 563-11-88

**NEUILLY** Bois - Sud - Verdure  
2-3 p., confort, saia, partail  
104, rue CHARLES-LAFFITTE  
14 h 2 17 h, 822. 68000 F, 9<sup>e</sup> étg.

#### BOULOGNE

Séjour double, 2 chbres, 80 m<sup>2</sup>  
minimum, récent, 375.000 F  
OPADIM - 825-40-46

#### 94

### Val-de-Marne

**BOIS VINCENNES PRES RER**  
Eldge élevé, ascenseur, balcon,  
salle, sélectie 3 pièces, cuis.  
équipée, 1 confort, park, 250.000 F  
455.000 F - 344-71-97.

#### Provence

**SANARY-SUR-MER (VAR)**, de  
rés. stog. apt 600 av. Interph.  
sél., chbr., s. ba, wc, balcon sur  
baie, cuis. amén., vaste terrasse.  
P. de regnes, vue s/mer, coll.  
(40) 71-37-50 H.R., ou 71-37-77 H.B.

#### AIX-EN-PROVENCE

**COURS SECTUS**  
T 2 PARFAIT ETAT, SOLEIL,  
PK 170.000 F. Poss. CREDIT.  
CATRY - 14 (91) 54-92-99

### IDEAL PLACEMENT

### AIX-EN-PROVENCE

10<sup>e</sup> CENTRE, DIRECTION NICE  
studios et petits appartements  
en état ou à aménager  
à partir de 30.000 F

affaires exceptionnelles, à saisir  
très rapidement. Pour renseigne-  
ments et R-vous, id. 16 (91)  
54-92-94. Catry, 43, ch. Estienne-  
d'Orves, 13001 MARSEILLE.

#### appartem. achat

Part. ch. apt 100 m<sup>2</sup> environ,  
4<sup>e</sup> ou 5<sup>e</sup> arrdt, cavalière. Ecrire  
lettre détaillée.  
Ecr. à 6.078 « Le Monde » Pub.  
5, r. Italiens, 75002 Paris ced. 08.

#### appartements occupés

Pptaire vend apt occupé 5  
à 9 pces dans imm. bourgeois  
Paris 19<sup>e</sup>, 1<sup>er</sup> 20<sup>e</sup>, Saint-Mandé.  
Idéal Placement - 224-02-84.

#### bureaux

**FOCH-DAUPHINE**  
230 m<sup>2</sup> de bureaux  
divisibles à partir 100 m<sup>2</sup>  
Qualité exceptionnelle  
ETRESA 776-47-41

### immeubles

1<sup>er</sup> ENSEMBLE. Imm. vide, 4  
appartements bourgeois 465 m<sup>2</sup>  
+ 100 m<sup>2</sup> IMMEUBLES SUR  
+ 2.800 m<sup>2</sup> imm. concurreux.  
Accès camion, parking.  
225-12-84 - 354-79-77.

### NOUS RECHERCHONS

pour investissement rapide  
immeubles de bureaux  
Libres ou occupés  
PARIS - MARSEILLE - NICE  
Tél. : DE PREVAUX - 774-97-30

#### fonds de commerce

**CANNES (Sud)**, cède bail  
petite bout., hémorh. commerces  
pos. + apt 3 p., cto.oyer  
intéressant, ELMALEN, 1, rue  
des Suisses, 06400 CANNES.

#### locaux commerciaux

Plein centre TOULOUSE  
ouverture centre commercial  
magasin différentes superficies  
prix gde surface alimentaire,  
ball commercial sans 250-000  
porte à professionnelle confir-  
mées. Bureau WINDSOR, 4, place  
Occidentale, 13000 Hôtel Mercure,  
31000 TOULOUSE  
Tél. : (01) 21-15-03  
(01) 23-49-19

#### pavillons

**FRESNES** Pavillon sur 212 m<sup>2</sup>  
av. terrasse, séjour,  
4 ch., baic, 11 ch. par. cave.  
Prévoir quelques travaux. Situ-  
ation exceptionnelle, 300 m<sup>2</sup> p.  
Renseignements : tél. 558-14-46.

### locations non meublées

### Demande

### Région parisienne

Etude cherche pour CADRES  
villes, pavill. ttes ban. Loyers  
garantis 4.000 F maxi. 285-67-02

#### locations meublées

### Demande

### Paris

**SERVICE AMBASSADE**  
pour Cadres mutés Paris  
Rég. du STUDIO au 5 PIÉCES.  
LOYERS GARANTIS par S&L  
ou Ambassades - 285-11-08.

#### maisons de campagne

**VAUCLUSE**  
A 4 kilomètres d'ORANGE  
maison à restaurer av. 3 pièces,  
porte cochère, jardin, exos. sud  
Pz 110.000 F avec 11.000 F cpt.  
CATRY, Jean 191) 54-92-93, jours  
sûlvants 190) 57-47-94.

#### VAUCLUSE

Ardeche, grange typique, part.  
état, dans 4.000 m<sup>2</sup> vue excep-  
tionnelle rivière. T. (91) 72-07-55.

**Juile** maisonnette, 100 km Paris  
région GOURNAY-en-BRAY.  
tr. confort, séjour, 2 chambres,  
cave, chaudière, sur 4.000 m<sup>2</sup>  
boisés, chènes, sapins. Tél. à  
Hme MARIE : (16-32) 55-14-05.

### villas

**Marnes-la-Coquette**, 3<sup>e</sup> gare, tr.  
bonne maison ancienne les pierres  
4 pièces principales sur 4500  
total, jardin. Vue imprenable  
sur Paris - 718.000 F - 589-14-46.

**VERSAILLES** près, sur 2.800 m<sup>2</sup>  
terrain, VILLA gd stand, séjour  
100 m<sup>2</sup>, 4 chbr., bureau, 3 baic,  
terrasse 44 m<sup>2</sup>. Prix 1.470.000 F.  
Escrire: Agce Royale 928-14-66.

A 10 min. Aix-en-Provence, zone  
verte 1 ha, colline, 2500 m<sup>2</sup> hab.  
2 appts gd sal., cheminée, 6 ch.  
3 p. de bain, plein sud, terrasse  
10 m<sup>2</sup> sous-sol 150 m<sup>2</sup>, 100 U.  
Lettier, B.P. 10, Vanelles 13770.  
Lieu résidentiel importante villa  
haut standing (parlage)  
720.000 F

#### terrains

A 20 minutes sortie autoroute  
**VAUCLUSE**  
20.000 m<sup>2</sup> à bâtir dominant vallée  
Durance. Plein Sud, arboré en  
pinède et châtaignier, secteur  
standing. Prix 200.000 F R.T.  
Crdit possible. Catry Jean 191)  
54-92-93, Jrs suly, (90) 57-47-94.

Terrain 17 ha, 7 km mer, P.O.  
C.U. S'ed. Lactou, 9, rue des  
Adriens-Saint-Anré, P.O. (64).  
Dans le LIGERON (Vaucluse),  
vd terrain 1 ha, env. 12 arbrs,  
vue imprenable, zone protégée,  
avec permis de construire -  
16 (90) 71-37-50 H. R. ou  
71-37-77 H.B.

**MORBIHAN** - océan, environn.  
très except., terrain construct.  
lens, téléphone, manoir 1 km  
hortic, 5500 SARZEAU.  
Tél. (97) 41-41-37.

### propriétés

**PETITE SOLOGNE**  
135 km PARIS. A vendre  
**PROPRIÉTÉ**  
d'environ 50 ha, de bois  
dominants, valeur de chènes,  
un étang + possibilité création  
3 autres étangs, terres bâtiment  
de ferme, loisés, excell. chasse  
libre gibier nature, prix :  
2.100.000 F. Tél. préf. matin  
10 h. à 11 h. 16 (90) 35-05-56

### HAUT-HERAULT

**LANGUEDOC**  
**ANCIEN MOULIN A VENT**  
**PLATEAU DES CAUSSES**  
**RESTAURÉ AVEC GOUT**  
5 P.C.E. confort, sanitaire, sol  
de Languedoc, cheminées  
plafonds poutres, etc.

Sur 1 ha et demi de terrain  
**VUE SPLENDE**  
**INDEPENDANCE**  
Climat vivifiant 600 m altitude  
378.000 F  
CAB. REVERBEL 9, rue Neuve-  
30700 LODEVE. T. (07) 44-05-30

### villégiatures

**PARIS-LODRENS (Centre)**  
Avec et retour avion + auto  
285 F. Eclair-Rhône. Tél. 238-45-39

### ANNONCES CLASSEES

### TELEPHONEES

**296-15-01**



# M. Barre cherche à limiter les effets de la hausse du pétrole

(Suite de la première page.)

L'impact sur la production nationale serait de l'ordre de 1,5 % du produit intérieur brut, ce qui ramènerait la croissance aux environs de 2 % seulement, peut-être même moins. Simultanément, la consommation, freinée par la baisse du pouvoir d'achat (liée aux hausses de prix et à la majoration des cotisations sociales), tomberait à un rythme de + 2 % seulement par an, fort inégalement réparti selon les groupes sociaux (au lieu de + 4 % pendant la période précédente).

Cette dépression confirmerait les inquiétudes dans leur méfiance envers l'investissement, phénomène qui, en accentuant la décadence de l'éco-

nomie, amplifierait l'aggravation du chômage. C'est à ces conséquences que réfléchit présentement le gouvernement, qui cherche à les enrayer.

Sur le plan commercial, il se demande si la France peut réduire ses importations en développant des secteurs industriels. Par exemple, peut-elle se doter d'une industrie de la moto de grosse cylindrée ? Peut-elle encore prétendre faire partie des pays — peu nombreux — qui, dans quelques années, innoveront

le marché mondial du magnésium ? Peut-elle développer notre industrie du machinisme et de l'outillage agricole ? Telles sont quelques-unes des réflexions que doit soumettre — avec la simplification des procédures à l'exportation — M. Jean-François Deniau, ministre du commerce extérieur, au cours du conseil des ministres de ce mercredi 8 août.

Pour limiter le fléchissement de la consommation, le premier ministre

envisage quelques « coups de pouce » en faveur des familles (prime de rentrée ?) et des « smicards ». Des projets sont également étudiés en direction de l'industrie du bâtiment et des travaux publics et de certains investissements. Même si elles sont prises, ces décisions, qui interviendront bien tard, et dont on ignore encore l'ampleur, n'auront qu'un impact limité sur la conjoncture en 1979.

GILBERT MATHIEU.

## Hausse de 1 % ou de 60 % ?

### PRIX DU « BRUT » ET FACTURE PÉTROLIÈRE

Prix réel du pétrole brut, coût de la tonne de pétrole importé en France, renchérissement des produits pétroliers, sont au centre d'un débat — qui devrait être relancé à la rentrée — sur les effets de la crise pétrolière sur l'économie française. Alors que commencent à arriver en France les cargaisons de pétrole vendu au prix « fort » décidé par l'OPEP à Genève, le 28 juin dernier, que la direction générale des douanes et droits indirects prennent donc en compte les variations du dollar par rapport à la devise nationale et les coûts d'affrètement.

restants ont connu des relèvements de l'ordre de 65 %.

#### LE COUT EN FRANCS DES IMPORTATIONS PÉTROLIÈRES

Le pétrole brut lorsqu'il est importé est comptabilisé en francs. Les statistiques de la direction générale des douanes et droits indirects prennent donc en compte les variations du dollar par rapport à la devise nationale et les coûts d'affrètement.

Au cours du premier semestre 1979, la facture pétrolière de la France s'est élevée à 31,21 milliards de francs, soit, selon l'administration des douanes, une progression en valeur de 12,8 % par rapport à la même période de 1978. Mais la progression en volume a été de 11,8 %, ce qui réduit le renchérissement de la tonne importée à 1 %.

#### LE PRIX DU PÉTROLE À LA PRODUCTION

Du 31 décembre 1978 au 1<sup>er</sup> juillet 1979 — date d'entrée en vigueur de la dernière hausse décidée par l'OPEP — le rapport entre le prix à la production et le prix de gros du « brut » saoudien avarié léger (arabian light), qui est passé de 12,70 à 18 dollars le baril, a augmenté de 13,19 à 22,90 dollars par baril.

Si l'on prend les hausses appliquées par les quatre principaux fournisseurs de la France au cours de cette période, on constate que l'Arabie Saoudite (35 % du pétrole importé) a relevé ses prix de l'ordre de 42 %, que l'Irak (17,2 % de nos approvisionnements) a augmenté les siens de 65 %, tout comme le Nigeria (8,6 % de nos importations) et que les Emirats arabes unis (7,4 % de notre pétrole) se sont « contentés » de 63 %. Le glissement moyen des prix à la production pour la France en dollar se situe donc bien entre 55 % et 60 %, si l'on estime que les 21,8 % d'approvisionnement

#### LES PRIX EN FRANCE DES PRODUITS PÉTROLIERS

Le renchérissement des produits pétroliers est évidemment moindre que celui du pétrole brut, ce dernier n'entrant, par exemple, que pour 25 % environ dans le prix du supercarburant et de l'essence. Avant la hausse du 4 août, les taxes sur ces produits étaient de l'ordre de 64,50 % du prix de vente à la pompe. En revanche, elles n'étaient que de 54,90 % sur le gazole et de 28,25 % sur le fuel domestique, qui sont donc plus fortement touchés — proportionnellement — lorsque l'augmentation du « brut » est uniformément répartie sur les différents produits, comme ce fut le cas la semaine dernière.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, le prix du fuel domestique a ainsi augmenté de 33,7 %, celui du gazole de 23,45 %, celui de l'essence de 14,5 % et celui du supercarburant de 13,8 %.

Compte tenu du relèvement purément fiscal du 3 janvier (de l'ordre de 2,5 % pour essence, super et fuel et de 5,8 % pour le gazole) et de la réévaluation de la marge de certains distributeurs, ces mouvements reflètent bien l'évolution du coût en France de l'approvisionnement pétrolier français. Ce n'est d'ailleurs pas une surprise puisque, en septembre 1978, il avait été décidé d'appliquer mécaniquement — pour la fixation des prix des produits — une formule qui prend en compte le coût du brut et l'évolution du dollar. Cette formule eût-elle été appliquée dès le début de 1978, l'essence et le supercarburant auraient baissé dans le courant de l'année. M. Monory avait d'ailleurs envisagé une telle éventualité en septembre, mais le gouvernement avait préféré consacrer au financement des économies d'énergie la « quote-part » constituée grâce à la dévaluation du dollar. — B. D.

## « RENTRÉE SOCIALE » AVANCÉE La C.G.T. lancera des opérations spectaculaires après le 15 août

M. Robert Boulin, ministre du travail et de la participation, doit à son tour évoquer la rentrée sociale, jeudi 9 août à midi sur Antenne 2, après les toutes récentes déclarations du C.N.P.F. et des principaux leaders syndicaux. Le même jour, deux délégués de la C.G.T. et de la C.F.D.T. doivent se rencontrer pour parler du problème de la Sécurité sociale. Sans doute seront-elles amenées à discuter d'un prochain rendez-vous « au complot », après le vendredi 10 août, par M. Georges Ségué, en réponse à une question, émise au cours de cette conférence de presse, les relations syndicales internationales de sa confédération. Affirmant que « peu de choses ont changé à la Fédération syndicale mondiale depuis son dernier congrès à Prague en 1976 », il ajoute que la centrale de la rue La Fayette avait souhaité une « opération » dans le sens d'une plus grande ouverture, le secrétaire général de la C.G.T. a déclaré : « Rien ne permet de dire maintenant si nous resterons membres de la F.S.M. ou si nous serons amenés à réexaminer la situation. Mais tout cas, nous sommes toujours résolus à devenir membres à part entière de la Confédération européenne des syndicats. »

D'ores et déjà, la C.G.T. mobilise « toutes ses énergies militantes » et entend prendre, sans donner plus de précisions pour l'instant, des initiatives d'action originales et variées, après le 15 août, pour protester contre les dernières décisions gouvernementales : augmentation des cotisations de Sécurité sociale, hausses des prix, accroissement des charges fiscales, etc. « Calculés pour une année, c'est une ponction de près d'un mois de salaire dont sera victime le salarié », déclare le secrétaire général de la C.G.T. dont s'était, par la véritable rentrée (le Monde du 8 août).

La C.G.T. va « par ailleurs » mobiliser, dans les plus brefs délais, toutes ses énergies militantes « et prendre, durant ce mois d'août, des initiatives d'action originales et variées », qu'elle rendra publiques prochainement. Assurant que le taux d'inflation allait atteindre en 1979 « au moins 12 % », M. Georges Ségué a énuméré les cinq principales revendications de sa confédération : « la brutalité de l'atteinte du pouvoir d'achat justifiée » : le versement immédiat d'une augmentation mensuelle de 200 F par mois à valoir sur la valorisation des salaires à négocier par branches ; le blocage des prix ; la réévaluation des prestations (familiales et une allocation de rentrée scolaire de 600 F par enfant ; une taxe de 1 % sur les grosses

fortunes, qui disposent de 10 % du patrimoine national ; la taxation de 0,5 % des profits des grandes sociétés.

« Si les dirigeants du patronat et du pouvoir, dit le leader de la C.G.T., estiment nécessaire de discuter, dans le courant de ce mois, des solutions que la C.G.T. propose, nous tenons à leur faire savoir que nous sommes disponibles. »

Outre les problèmes liés à la politique économique du gouvernement, M. Georges Ségué a, en réponse à une question, évoqué, au cours de cette conférence de presse, les relations syndicales internationales de sa confédération. Affirmant que « peu de choses ont changé à la Fédération syndicale mondiale depuis son dernier congrès à Prague en 1976 », il ajoute que la centrale de la rue La Fayette avait souhaité une « opération » dans le sens d'une plus grande ouverture, le secrétaire général de la C.G.T. a déclaré : « Rien ne permet de dire maintenant si nous resterons membres de la F.S.M. ou si nous serons amenés à réexaminer la situation. Mais tout cas, nous sommes toujours résolus à devenir membres à part entière de la Confédération européenne des syndicats. »

A propos de la sidérurgie, enfin, M. Ségué a déclaré que sa confédération n'avait pas paraphé la convention sociale « afin qu'on ne se préoccupe pas de l'accord de la C.G.T. pour bloquer vingt mille sidérurgistes ». Quant à la radio libre cétégiste de Longwy, un autre membre du bureau confédéral a expliqué : « L'annonce d'acier n'est pas une radio pirate, car la lutte des travailleurs n'est pas une privatisation. Les travailleurs ont montré une réelle appropriation à une information ouverte et démocratique. Nous sommes prêts à faire, dans ce domaine, de nouvelles expériences et la lutte des travailleurs, pour la cause, nous utiliserons toutes les techniques modernes d'expression. »

### Les licenciements à la Sonacotra

#### LE PERSONNEL DE MARSEILLE PRÉSENTE UN CONTRE-PROJET

(De notre correspondant.)

Marseille. — Cent quinze salariés — trente-cinq cadres, quarante-deux agents de maîtrise et trente-huit employés — du personnel de la Sonacotra ont mené par un plan de licenciement décidé par la direction générale de cette société d'économie mixte. Après le refus, le 13 avril dernier, de l'inspection du travail d'accepter trente des soixante-dix licenciements constituant la première vague de ce plan, le personnel de l'agence de Marseille — particulièrement concerné, puisque seize postes seraient supprimés sur vingt-cinq — vient de présenter un « contre-projet » de restructuration prévoyant la création d'une entité Sonacotra-Méditerranée décentralisée. Représentée-telle une solution aux problèmes posés par les licenciements ? Oui, répondent les auteurs du projet, qui soulignent que la Sonacotra « ce n'est pas seulement la gérance des logements sociaux, c'est aussi la réorption de l'habitat insalubre, la réhabilitation du patrimoine immobilier, l'aménagement des centres anciens, les programmes de logements sociaux, qui ont fait d'elle un interlocuteur privilégié des collectivités locales et une véritable « entreprise générale » spécialisée dans l'habitat social, dont elle connaît parfaitement le marché, grâce à ses équipes opérationnelles ».

A ce jour, aucune réponse n'a été donnée par la direction générale, qui a déposé un recours auprès du ministre contre la décision de l'inspection du travail.

Il est vrai qu'en ce moment la Sonacotra se préoccupe surtout d'exploiter de ses établissements les immigrés qui font la grève des loyers. Parmi les revendications présentées par les résidents figure précisément le remplacement des plants par des conifères.]

### Faits et chiffres

#### Affaires

● Chrysler-France, filiale du groupe P.S.A.-Peugeot-Citroën, a pris le contrôle de la société CAMDIO, qui assure l'importation et la distribution en France de véhicules de la marque Dodge. Les camions et autocars de la marque Dodge sont construits dans les usines Chrysler de Grande-Bretagne et d'Espagne.

● L'association « Lorraines pour la défense de la culture lorraine » a organisé une manifestation à Paris le 6 août, sous le thème « Lorraine, une région à part ». Cette manifestation a été l'occasion d'une information ouverte et démocratique. Nous sommes prêts à faire, dans ce domaine, de nouvelles expériences et la lutte des travailleurs, pour la cause, nous utiliserons toutes les techniques modernes d'expression. »

#### Agriculture

● La production mondiale de blé et de céréales secondaires en 1979 sera de l'ordre de 1,145 milliards de tonnes, soit 5 % de moins que la récolte précédente, estime la FAO dans sa revue Perspectives alimentaires. Les échanges commerciaux de ces produits devraient en revanche augmenter de 7 %, du fait de l'accroissement des importations soviétiques, les perspectives de production céréalière en U.R.S.S. s'étant encore aggravées.

#### Energie

● Hausse du prix du pétrole soviétique vendu à la Finlande. — Le prix du pétrole brut soviétique vendu à la Finlande a augmenté de plus de 16 %, après une négociation entre les deux pays. Cette hausse est appliquée rétroactivement au 1<sup>er</sup> juillet. La Finlande achète près de 7 millions de tonnes de pétrole à l'U.R.S.S. et couvre ainsi les deux tiers de ses besoins. — (A.P.)

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURES DE JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -
\$ E.-U. ...	4,25 4,2500	0 - 10	0 - 25
\$ Can. ...	3,6250 3,6335	45 - 25	135 - 103
Yen (100) ...	1,9620 1,9645	+ 75 + 100	+ 150 + 170
DM ...	2,32 2,3220	+ 65 + 80	+ 145 + 170
Franc ...	2,1175 2,1212	+ 25 + 40	+ 55 + 75
£ S. (100) ...	1,45 1,454	+ 225 + 110	+ 350 + 135
£ S. (100) ...	2,2185 2,2185	+ 185 + 205	+ 375 + 400
£ (100) ...	2,1790 2,1845	+ 180 + 210	+ 360 + 390
£ (100) ...	2,1790 2,1845	+ 180 + 210	+ 360 + 390

### TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	11/18	61/18	61/18	61/18	61/18	61/18	61/18	61/18	61/18
11/18	11/18	11/18	11/18	11/18	11/18	11/18	11/18	11/18	11/18
11/18	11/18	11/18	11/18	11/18	11/18	11/18	11/18	11/18	11/18
11/18	11/18	11/18	11/18	11/18	11/18	11/18	11/18	11/18	11/18
11/18	11/18	11/18	11/18	11/18	11/18	11/18	11/18	11/18	11/18

Notes : Les taux sont ceux pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

### CONSTRUCTION

#### Selon l'INSEE LA VENTE DES LOGEMENTS NEUFS S'EST FORTEMENT ACCRUE AU PRINTEMPS

La demande de logements neufs s'est fortement redressée au cours du printemps, signale l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) dans sa dernière enquête trimestrielle sur la construction immobilière. « La médiocrité s'était toutefois atténuée depuis un an », fait remarquer l'Institut. En région parisienne, « l'accélération des prix des logements apparaît brutale ». En province, les stocks d'inventaires n'ont pas été aussi bas depuis dix ans. Les promoteurs privés, indique l'enquête, « redressent lentement leurs perspectives de mises en chantier ». Ils restent toutefois prudentes sur l'évolution des moyens de financement des acheteurs est incertaine.

#### Allô Libé bobo...

DETENU échangé avec magistrat cellule meublée contre quatre pièces cuisine, salle de bains et téléphone dans le 15<sup>e</sup>.

Éditions CANDEAU

### TIERS-MONDE

#### LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL ANNONCE UNE LIBÉRALISATION DE SA POLITIQUE D'AIDE FINANCIÈRE

Le Fonds monétaire international (F.M.I.) a décidé de libérer sa politique d'aide financière en faveur de ses 138 pays membres et notamment des pays exportateurs de matières premières éprouvant des difficultés de balance des paiements en raison d'une baisse temporaire de leurs exportations.

Désormais, le F.M.I. accordera aux pays membres de l'organisation des crédits équivalant à 100 % de leur quote-part. Le F.M.I. se sera assuré au préalable, au cas où la totalité des crédits demandés et de ceux déjà octroyés dépasserait 50 % de la quote-part du demandeur, que ce dernier « a coopéré avec lui dans son effort pour trouver une solution appropriée aux difficultés de sa balance des paiements ». Le F.M.I. n'acceptait jusqu'à présent de s'octroyer des crédits de ce genre et dans les mêmes conditions qu'à concurrence de 75 % des quotes-parts.

Le Fonds monétaire précise en outre que les pays membres désireux de recourir à cette facilité pourront désormais s'adresser directement à l'organisme en ligne de compte, dans le calcul de leur balance des paiements, les recettes découlant du tourisme et des transferts financiers de leurs nationaux travaillant à l'étranger.

05 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31







# LES MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS 7 AOUT

### Nouvelle hausse

La fête continue. Décidément infatigable, malgré l'annonce du marché de Paris, le pourcentage de hausse en progression, en l'occurrence même de façon sensible, et en clôture l'indice a enregistré une avance supérieure à 1,5 % contre moins de 1,5 % la veille.

Les valeurs restées au second plan lundi ont été le relais de la hausse et en première ligne se détachent Générale de fonderie (+ 5,5 %), Prieur (+ 6 %), Darty (+ 5,2 %), Saint-Louis (+ 4,9 %), S.A.T. (+ 4,8 %) et l'Oréal (+ 4,7 %).

Au total, sur les 206 actions cotées à terme, plus de deux tiers ont monté (+ 1,7 % en moyenne) et seulement une quarantaine ont baissé.

« Est-ce bien raisonnable », confie un professionnel à l'un de nos visiteurs ? De fait, l'indicateur optimiste, dans la Bourse semble faire preuve de sens et de maturité, apparaît dénotant dans l'environnement présent, surtout avec les perspectives de relâchement conjoncturel pour le second semestre et les difficultés de tous ordres auxquelles les entreprises seront confrontées à la rentrée. Le spécialiste en vient en tête de liste. Si malgré tout elle garde la tête haute, l'investisseur a raison car la raison ignore ?

A dire vrai, d'ailleurs encadré depuis des mois, le marché n'a guère eu l'occasion ces derniers temps de s'exprimer vraiment. Mettant à profit la période des vacances, les organismes de placement continuent tranquillement de faire leurs emplettes en prévision d'un retour de la demande porteur de la rentrée dans le cadre de la loi Monory. Reste à savoir si cette clientèle sera fidèle au rendez-vous.

Baisse brutale du lingot d'or, qui est retombé de 41 990 F à 41 750 F. Le seul indice de la semaine a baissé de 2,50 F à 377,50 F.

## LONDRES

Le marché poursuit son avance, encouragé en cela par le ralentissement de la croissance monétaire, et, à midi, l'indice des industrielles a gagné de 6,4 points à 473,04. Hausse des mines d'or. Les fonds d'investissement sont soutenus. Irrégularité des pétroles.

Or (ouverture) (dollars) 287 1/2 contre 283 7/8

VALEURS	CLOTURE	DIFF.
British Petroleum (N)	12 1/2	+ 1/4
Shell	8 1/2	+ 1/4
Imperial Chemical	33 1/2	+ 1/4
Glaxo	15 1/2	+ 1/4
Unilever	12 1/2	+ 1/4
British Airways	12 1/2	+ 1/4
British Telecom	12 1/2	+ 1/4
British Airways	12 1/2	+ 1/4
British Telecom	12 1/2	+ 1/4

En dollars U.S., net de prime sur le dollar britannique.

(\*) En livres.

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

**GENERAL MOTORS.** — Au titre du troisième trimestre de l'exercice 1979, la firme va distribuer, le 10 septembre prochain, un dividende de 1,15 dollar par action (contre 1 dollar l'an dernier).

**C.G.E.** — Pour le premier semestre 1979, le chiffre d'affaires consolidé réalisé par les sociétés du groupe s'élève à 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

**SAATCHI & SAATCHI.** — Chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1979, 10,4 milliards de francs (contre 9,6 milliards l'an dernier).

## NEW-YORK

### Nouvelle et forte hausse

Le mouvement de hausse s'est poursuivi et même nettement accéléré mardi à Wall Street. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles, un moment en terrain de plus de 13 points, a terminé à 859,81. Le marché a été soutenu par 45,7 millions d'actions ayant changé de mains contre 28,2 millions la veille.

Sur 1 892 valeurs traitées, 1 138 ont monté, 411 ont reculé et 344 sont restées inchangées. Les valeurs d'investissement, électronique et matériel électrique ont pris la tête d'un mouvement dont il est toujours difficile d'apprécier les raisons profondes. Le programme de lutte contre l'inflation se poursuit encore deux semaines au moins. « Il serait illusoire de croire à son abandon », dit-on à la Maison Blanche. Une réponse, en quelque sorte, à ceux qui l'espèrent après l'annonce d'un faible progrès des demandes de crédits au cours du mois de juin.

En dollars U.S., net de prime sur le dollar britannique.

(\*) En livres.

## INDICES QUOTIDIENS

(BASE 100 : 29 oct. 1978)

Valeurs françaises : 110,5

Valeurs étrangères : 112,5

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

Indice général : 97,4

## VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Dernier cours



Journal

# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDÉES  
— ÉNERGIE : Pour « une poignée de fils du désert », par Salah-Eddine Tihiti ; « Vers une troisième guerre mondiale ? », par Marc-Alexandre Felden.
- 3-4. ASIE  
— L'accueil des réfugiés du Sud-Est asiatique.  
— L'offensive diplomatique du Japon.  
— Les tribunaux contre Marx (II), par Jean de la Guérinière.
4. DIPLOMATIE  
— Au Quai d'Orsay, la « direction des Français à l'étranger » est organisée pour répondre à de nombreux besoins.
5. AFRIQUE  
— La fin de la conférence de Lusaka : les pays du Commonwealth continuent vivement la « politique d'apartheid ».
6. EUROPE  
— Espagne : un projet de statut d'autonomie de la Catalogne est approuvé par le gouvernement et les formations politiques catalanes.
6. AMÉRIQUES  
— ÉQUATEUR : le retour des civils au pouvoir. « Mon gouvernement ne plaira pas à l'oligarchie », nous déclare le Président Koldas.  
— NICARAGUA : la laïcité de l'Église internationale accroit les difficultés du nouveau gouvernement.  
— MEXIQUE.
6. PROCHE-ORIENT  
— La crise israélo-arabe.
7. ÉQUIPEMENT  
— TRANSPORTS : calculés au franc constant, les tarifs aériens n'ont cessé de diminuer depuis trente ans.
8. SOCIÉTÉ  
— CATASTROPHES : sur la Côte-Bretonne, vingt-deux personnes ont péri dans un incendie de forêt ; l'éruption de l'Etna a repris après deux jours d'accalmie.

**LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES**  
PAGES 9 A 13  
MUSIQUES : Concerts au Centre Académique d'Art - en France, par Gérard Corré.  
THÉÂTRE : « Antiphones » à Bruxelles, par Michèle de la Barre.  
REVUES : Études sur les fonctions de l'art, par Thomas Perrenet.  
VENTES : Antiquaires et galeries d'art à la Biennale de Monte-Carlo, par Pierre Granville.  
EXPOSITIONS : un Mignard sans mignardise, par André Chastel.

17. EDUCATION  
— Rassemblement national des guides de France : mille « corvées » dans un hameau du Languedoc.  
— Qui a peur des normaliens ? : libre opinion par Claude Ribbe.
17. RELIGION  
— DÉFENSE MÉDICINE
- 18-20. ÉCONOMIE  
— ÉNERGIE : prix du brut et facture pétrolière.  
— SOCIAL : la C.G.T. incarna des opérations spectaculaires après le 15 août.

**LIRE ÉGALEMENT**  
RADIO-TELEVISION (16)  
Annonces classées (16) : Carnet (16) ; Aujourd'hui (17) ; Journal officiel (17) ; Méthéorologie (17) ; Météo croisés (17) ; Bourse (17).

(Publité)  
**ACHATS TABLEAUX SUISSES**  
Vallotton - Gimm - Bonnard - Anker - Giacometti - Calame - Borel - Bachelin - Besson - Rodier - Gubler - etc. ainsi que gravures, sculptures, vitraux anciens, livres et ARMOIRIES.  
Au cas où vous désirez vendre aux enchères vos antiquités, tableaux, etc., en Suisse, notre service de ventes aux enchères est à votre disposition.  
Faites nous connaître vos objets d'art et d'antiquité.  
Offres ARTS ANCIENS  
3022 BEVAUX, SUISSE  
Tél. 1941/344333 ou 441115

A B C D E F G

## AU CONSEIL DES MINISTRES

Plusieurs communications devaient être présentées, ce mercredi 8 août, au conseil des ministres. M. Raymond Barre devait présenter un bilan de l'action gouvernementale en Corse. Mme Alice Saunier-Selva, ministre des universités, devait exposer la situation des écoles normales supérieures et proposer un plan de « restructuration ». M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale, devait, de son côté, soumettre au conseil un certain nombre de mesures destinées à renforcer la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme.

### Corse

#### Un bilan de l'action économique

Lors de son voyage dans l'île au mois de juin 1978, le président de la République avait présenté « une nouvelle politique pour la Corse ». Ce plan, composé de quarante et une mesures, reposait en partie sur les grandes lignes de la « charte de développement » votée, au mois de juillet 1975, par le conseil régional.  
Dans une lettre au premier ministre, M. Giscard d'Estaing avait fixé des son retour de Corse, trois orientations à la politique gouvernementale : « poursuivre la politique de développement économique ; conduire une politique de formation des hommes ; prendre en compte les problèmes propres à l'insularité ». Il souhaitait que les ministres concernés prennent « la responsabilité personnelle des actions à mener ». Depuis un an, une dizaine de membres du gouvernement se sont rendus dans l'île et certains d'entre eux plusieurs fois, notamment M. Joël Le Theule, ministre des transports, qui est à régler la délicate question de la desserte maritime et aérienne.  
De son côté, M. Barre, qui avait mission du chef de l'Etat d'aller constater sur place la bonne application de ces orientations, vient la Corse au mois de décembre dernier. Il confirmera, à cette occasion, que « tout ce qui avait été promis serait tenu » et constatera que la réalisation des mesures annoncées était engagée de façon satisfaisante, à l'exception du problème des transports entre l'île et le continent, qui nécessiterait un « nouvel examen ».

### Écoles normales supérieures

#### Un plan de « restructuration »

Le ministre des universités constatait que les écoles normales supérieures (1) accueillent environ trois mille étudiants avec un corps enseignant de trois cent vingt et un professeurs, estime-t-il, dans une situation d'« obsolescence », « des besoins », « des besoins », « des besoins ». Ainsi, les écoles de la rue d'Ulm et du boulevard Jourdan (ex-Sèvres) seraient spécialisées dans les sciences exactes et les sciences humaines, tandis que les écoles de la rue de la Harpe, de la rue de la Sorbonne et de la rue de la Harpe seraient spécialisées dans les sciences humaines et les lettres.  
Le ministre des universités a annoncé que les écoles normales supérieures seraient restructurées en trois écoles : une école de la rue d'Ulm, une école de la rue de la Harpe et une école de la rue de la Sorbonne. Cette restructuration serait mise en œuvre à la rentrée 1980.

### Alcoolisme

#### Un programme de lutte décennal

Le ministre de la santé et de la Sécurité sociale devait présenter les mesures nécessaires à une meilleure application de la législation actuelle visant à réduire les tabac et l'alcool. Il a annoncé que le gouvernement proposerait des mesures pour renforcer la lutte contre la consommation excessive d'alcool. Ainsi, le ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, M. Jacques Barrot, a annoncé que le gouvernement proposerait des mesures pour renforcer la lutte contre la consommation excessive d'alcool. Ainsi, le ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, M. Jacques Barrot, a annoncé que le gouvernement proposerait des mesures pour renforcer la lutte contre la consommation excessive d'alcool.

### CRÉATION D'UN COMITÉ INTERMINISTÉRIEL DE LA FAMILLE

Par un décret en date du lundi 6 août 1979, le ministre de la Santé et de la Sécurité sociale a créé un comité interministériel de la famille. Ce comité, présidé par le ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, a pour mission de coordonner les actions mises en œuvre par les différents ministères dans le domaine de la famille. Le comité se réunira pour la première fois le 14 août 1979, à Paris, sous la présidence de M. Jacques Barrot, ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. Le comité se réunira également pour la deuxième fois le 21 août 1979, à Paris, sous la présidence de M. Jacques Barrot, ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.

## NON PAYÉ DEPUIS AVRIL

### Le personnel d'un bureau d'études de Lyon expose des plans du surrégénérateur de Creys-Malville

Le cabinet Dumoulin, le plus grand bureau d'études du génie civil de la région Rhône-Alpes, qui avait acheté le surrégénérateur de Creys-Malville, expose des plans du surrégénérateur de Creys-Malville. Le cabinet Dumoulin, le plus grand bureau d'études du génie civil de la région Rhône-Alpes, qui avait acheté le surrégénérateur de Creys-Malville, expose des plans du surrégénérateur de Creys-Malville.

## DANS UNE PROPRIÉTÉ DE L'AUDE

### Une année de réclusion volontaire

Voilà maintenant une année entière que le baron Gaston Fourn est retranché dans sa propriété de la Tour de la Badoc, à Limoux (Aude). Depuis le 6 août 1978, il attend, reclus volontaire, que la justice se prononce et qu'elle fasse droit à sa plainte, déposée le 4 août 1978 (Le Monde des 13-14 août 1978 et 24 avril 1979), pour entraves et tentatives d'entraves à la liberté des enchères.

## A Paris

### CENT CINQUANTE PERSONNES MANIFESTENT CONTRE LES PROJETS DE RÉFORME DU C.N.R.S.

Environ cent cinquante personnes se sont rassemblées, mercredi 8 août, dans la matinée, devant le siège du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), rue de Lille, à Paris, pour protester contre les projets de réforme de cet organisme. Elles avaient été empêchées de pénétrer dans le grand hall de l'organisme, où les organisations syndicales de la recherche de la Fédération de l'éducation nationale, de la C.G.T. et de la C.F.D.T. les avaient fait entrer.

### NOUVELLE BAISSE DE LA LIVRE STERLING REMONTÉE DE L'OR

La livre sterling a continué de baisser mercredi matin 8 août sur les marchés des changes internationaux, s'inscrivant à 5,35 francs (contre 5,33 francs) à Paris, 4,95 DM (contre 4,96 DM) à Francfort et à 3,21 dollars (contre 3,22 dollars). La forte hausse des prix de gros en Grande-Bretagne, en juillet, qui fait craindre une récession de l'inflation est à l'origine de ce recul amorcé lundi.

Le rachat de National Airlines. Le département de la justice américaine a recommandé le mardi 7 août au bureau de l'aéronautique civile (CAB) de rejeter la demande faite par Eastern Airlines de prise du contrôle de National Airlines. Ce serait contraire aux principes de la loi antitrust. Si le CAB se prononce dans le même sens, la compagnie Pan American aura le monopole pour fusionner avec National Airlines, qui est contrôlée déjà à 51,4 %.

## En Union soviétique

### LE PROCÈS DE M. RECHAT DJEMILEV, DÉFENSEUR DES TATARS DE CRIMÉE, S'EST OUVERT A TACHKENT.

Moscou (A.F.P., U.P.I.). — Le procès de M. Rechat Djemilev, l'un des porte-parole des Tatars de Crimée, s'est ouvert mardi 7 juillet à Tachkent, en Asie centrale, à l'annonce de Moscou M. André Sakharov.  
M. Rechat Djemilev, ingénieur âgé de quarante-sept ans, avait été arrêté le 7 avril dernier et inculpé de « diffusion de documents calomnieux », délit pour lequel il avait déjà été emprisonné de 1969 à 1973. Il est cousin de M. Mousapha Djemilev, le plus célèbre des militants de la cause des Tatars de Crimée, condamné le 6 mars à quatre années de réclusion pour avoir enfreint les règles de l'assignation à résidence à laquelle il avait été astreint après avoir passé dix ans en camp.

## En Chine

### DES PAYSANS ONT MANIFESTÉ A PÉKIN

Le Drapeau rouge, mensuel du parti communiste chinois, annonce dans son numéro d'août un certain nombre de mesures en vue d'améliorer le sort des « jeunes insulaires » envoyés dans des communes rurales. Tout en affirmant que l'abandon de cette politique, lancée dans les années 60, est impossible, Pékin reconnaît que la situation est « très difficile » et que les « jeunes insulaires » sont « très fatigués ». Les jeunes Chinois ne seront plus désormais envoyés dans des communes rurales, mais dans des entreprises d'Etat ou dans des fermes spéciales administrées par le gouvernement. Un nouveau mode de rémunération, plus stable, devrait être mis en place.

**FABRICANT - VENTE DIRECTE**  
**COUVERTS ARGENTÉ ET INOX ORFÈVRE**  
Coutellerie 25 ans d'expérience  
FRANOR 70 R. AMÉLIT 75011 PARIS  
Tél. 700.87.94 - Ferme le samedi

## Vous vous destinez à la gestion des entreprises

Suivez le programme de formation polyvalente ADMINISTRATION DE L'ENTREPRISE.  
Intensif, concret, résolument pratique, il offre les avantages suivants :  
• études de courte durée (9 mois seulement, d'octobre à juin) ;  
• travail en petit groupe (30 stagiaires admis par session) ;  
• accès au diplôme de « Maîtrise en Administration d'Entreprise » ;  
• formation assurée exclusivement par des praticiens, tous cadres, dirigeants ou conseils d'entreprises ;  
• contenu couvrant tous les domaines de la gestion moderne : techniques de base, secrétariat général, ressources humaines, finances et comptabilité, organisation et production, marketing et publicité ;  
• contrôle systématique et continu des connaissances et performances ;  
• études en Suisse, dans un milieu réellement international.

Conditions minimales d'admission : 21 ans, niveau d'études supérieures. Coût total du programme à plein temps : FS 18'000.-. Documentation complète en retournant le coupon ci-dessous au Secrétariat de l'Ecole.

**Ecole de Cadres de Lausanne**  
Centre international de formation dans le minimum de temps.  
dres de Lausanne (adresse ci-contre) ; vous recevrez une documentation complète sur le programme « Administration d'Entreprise » 1979/80.

LES DOV  
La mon  
s'aggrave  
Quand le Mon  
Un voy  
Nish : cré

**L'ÉTÉ C'EST**